

# SMA

Le magazine d'information de Saint-Malo Agglomération  
n°12 / juin 2023

# magazine



Aménagement

## Besoins, contraintes et solutions : un foncier en transition



### Économie

Responsabilité sociétale  
des entreprises :  
un dispositif d'aides  
P. 6

### Nature et climat

Suivre le littoral  
en temps réel  
P. 16

### Déchets

Les réduire, les recycler,  
les réutiliser  
P. 20

### Mobilité

Les résultats  
de la concertation  
P. 22

- BUDGET** 4 Se donner les moyens de financer le projet de territoire
- AMÉNAGEMENT** 5 Besoins, contraintes et solutions : le foncier en transition
- ÉCONOMIE** 6 Des entreprises responsables, rentables et durables
- 9 Le numérique au service des arbres en test à Saint-Malo
- 11 Jeunes agriculteurs et production durable
- TOURISME** 12 Pas de saison sans saisonniers
- NATURE & CLIMAT** 13 Les multiples valeurs du paysage
- 14 Plan climat – air – énergie : le point à mi-parcours
- 15 Qualité de l'air, élus et experts en parlent
- 16 L'Agglo, site pilote du suivi du littoral en temps réel
- EAU** 17 Ressource en eau : la prudence reste de mise
- ASSAINISSEMENT** 18 Éviter les pollutions
- DÉCHETS** 20 Réduire, réutiliser, recycler
- MOBILITÉ TRANSPORTS** 22 Le plein d'idées pour faire évoluer le réseau MAT et les mobilités de demain
- 23 Nouvelle formule pour la semaine de la mobilité
- HABITAT** 24 Un nouveau PLH au service des ambitions du territoire
- POLITIQUE DE LA VILLE** 26 Le relogement au cœur de la rénovation urbaine
- 27 Professionnalisation des acteurs de la politique de la ville
- ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR** 28 Précarité étudiante, le défi à relever
- SPORTS** 30 Valeurs et couleurs olympiques
- PETITE ENFANCE** 31 L'importance de l'éveil artistique
- SOLIDARITÉ & PROXIMITÉ** 32 Les politiques familiales au centre des réflexions
- 33 L'info de proximité, une mission de service public
- NOS COMMUNES ONT DU TALENT** 34 Un talent par commune : un panorama insolite de l'Agglo



Nous voici à mi-mandat, l'heure de dresser un premier bilan sur l'avancée de notre projet de territoire, de parler avec exactitude des sujets les plus sensibles. La qualité de l'air ou le risque de submersion marine ont ainsi fait l'objet d'une communication transparente dès lors que nous avons eu connaissance des études et, surtout, de leur fiabilité. Pour ces sujets complexes, nous faisons appel à des experts capables de nous fournir des explications rigoureuses et compréhensibles. La complexité et l'interdépendance des enjeux économiques, sociaux et environnementaux ne cessant de croître, nous devons aussi intégrer ce postulat, et toutes les incertitudes qui en découlent, à nos politiques publiques.

### La sobriété foncière est le pendant de la sobriété énergétique

L'exemple du foncier constructible, devenu une ressource rare en quelques années, est révélateur. En France, 67 % des intercommunalités ne disposent plus de terrains à vendre dans leurs zones d'activités et ce pourcentage augmente d'année en année. Saint-Malo Agglomération, où la demande explose depuis 2018 (avec un nombre de cessions de terrains supérieur en cinq ans aux 14 années précédentes), n'est pas épargnée. Notre territoire est également soumis à des contraintes de plus en plus fortes liées à son littoral et à une montée des eaux plus importante que prévue, à la richesse de son patrimoine naturel et culturel ou encore à la loi Climat et résilience, dont le zéro artificialisation net des sols, le ZAN.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire, en juin, au congrès des Jeunes agriculteurs, cette mer, cette ceinture bleue qui nous entoure, permet encore au secteur de la pêche de vivre de ses ressources. Notre littoral est également une ceinture verte agricole d'une très grande qualité,

une ceinture légumière qui fait partie à part entière de l'économie de notre région. Nous avons le devoir de sauvegarder ces espaces, indispensables pour préserver notre souveraineté alimentaire et lutter contre les effets du changement climatique. En parallèle, il nous faut trouver des solutions pour loger d'autres types d'entreprises, elles aussi indispensables. Nous y travaillons, de même que nous sommes attentifs à leur contribution aux enjeux du développement durable. Nous allons ainsi lancer un nouveau dispositif d'aide aux entreprises qui s'engagent dans une démarche sociétale et environnementale dite RSE. Au-delà de la question écologique, cette démarche implique des notions d'équité sociétale et d'inclusion. Elle est aussi un critère indéniable pour attirer de nouveaux talents qui ont pleinement conscience que le changement se fait aussi à travers eux.

### La transition écologique nécessite la mobilisation de tous

Sur ce mandat, nous avons souhaité impliquer davantage les habitants sur les grandes questions qui les concernent et ils ont répondu présents à notre dernière consultation sur la mobilité. Beaucoup de propositions en sont sorties. Certaines vont être mises en place rapidement ; d'autres vont nourrir le cahier des charges du futur réseau MAT qui doit être mis en œuvre en 2025.

Enfin, malgré les crises et le contexte inflationniste, nous pouvons être fiers d'avoir amorcé des actions majeures de notre projet de territoire : l'unité de méthanisation et la future station GNV dont le chantier ne devrait pas tarder à démarrer ; le renouvellement du parc des bus et des véhicules de collecte des ordures ménagères en énergie propre qui a commencé en 2022 ; l'élaboration en cours des grands documents cadre en matière d'assainissement, de gestion des déchets, d'habitat, d'enseignement supérieur, de mobilités douces... Nous maintenons le cap fixé en début de mandat, avec toute la vigilance qu'impose le contexte inflationniste actuel. Je reste aussi convaincu que nous devons travailler tous ensemble, main dans la main, nous écouter plutôt que de nous opposer dans un monde de plus en plus complexe où les positions ont tendance à se figer, car nous sommes tous responsables de notre environnement.

**Gilles Lurton**

Président de  
Saint-Malo Agglomération



# Se donner les moyens de financer le projet de territoire

**Le compte administratif 2022 de Saint-Malo Agglomération a été présenté au conseil communautaire du 6 avril dernier. Malgré l'inflation et ses conséquences, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et le dynamisme des recettes (également de fonctionnement) ont permis de maintenir la trajectoire financière fixée en début de mandat tout en conservant le cap du projet de territoire, dont plusieurs actions ont été amorcées en 2022.**

Saint-Malo Agglomération n'a pas eu recours à l'emprunt depuis 2019 et son épargne brute s'est améliorée entre 2021 et 2022. Cela s'explique notamment par une augmentation des recettes courantes de fonctionnement plus rapide que l'évolution des charges courantes. On citera ainsi l'évolution des bases d'imposition (+3,4 %) du fait de l'inflation et celle des taux votés; la hausse de la recette de fraction de TVA en compensation de la réforme sur la taxe d'habitation (+ 9,6 % par rapport aux prévisions initiales), consécutive à la reprise économique post covid ; et la forte progression de la taxe de séjour, reflet d'une fréquentation touristique 2022 supérieure à son niveau d'avant crise. S'il faut se réjouir de ce résultat, qui permet de financer le projet de territoire, Pascal Simon, vice-président en charge des finances et de la commande publique, n'en appelle pas moins à la vigilance.

## « Nous devons rester vigilants pour trois raisons essentielles »

« Comme nous avons pu le constater à chaque étape budgétaire, l'année 2022 s'est inscrite dans un contexte économique mondial et national plein

d'incertitudes et plus particulièrement marqué par une forte inflation qui a globalement pesé sur les charges de l'Agglomération de manière directe (coût des achats et services) ou indirecte (mesures salariales, dont la hausse du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2022). Pour autant, les résultats financiers à la clôture de l'exercice 2022 sont restés bons grâce à des dépenses de fonctionnement maîtrisées et des recettes de fonctionnement dynamiques qui nous permettent de maintenir la trajectoire financière fixée en début de mandat et de conserver le cap du projet de territoire dont certaines actions ont été amorcées en 2022 : notamment le début du renouvellement de la flotte de véhicules avec la livraison de trois bus GNV. Toutefois, nous devons rester vigilants sur cette lecture pour trois raisons essentielles :

➤ **Près de 45 % des recettes de fonctionnement du budget général sont désormais dépendantes de la conjoncture économique :** la part de fraction de TVA en compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est soumise à l'évolution de la TVA nationale; le produit de la taxe de séjour attaché à la fréquentation touristique.

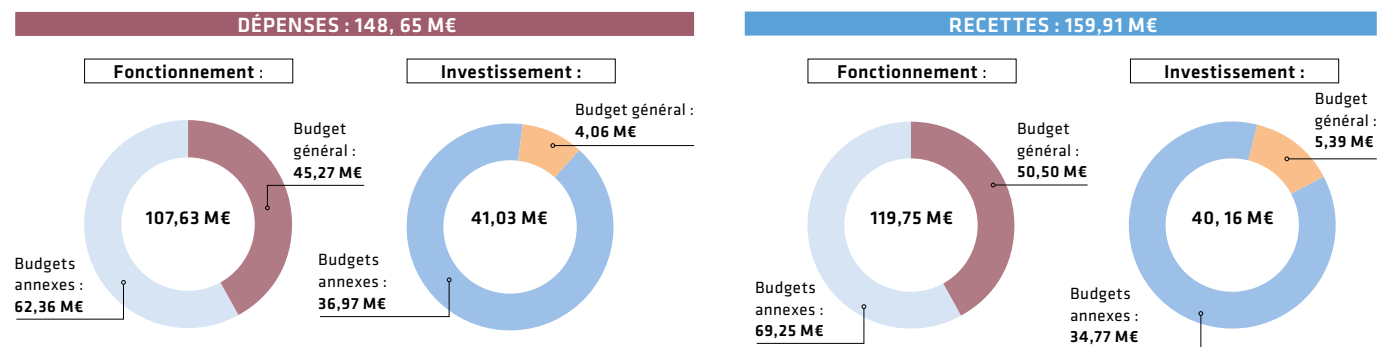
À compter de 2023, avec la suppression des cotisations CVAE des entreprises, compensée par une nouvelle part de TVA versée par l'État, cette dépendance sera proche de 60 %.

➤ **L'évolution des indices de révision des contrats de DSP impactés par l'inflation** (transport, Aquamalo, assainissement) pèse sur les budgets concernés et plus particulièrement sur le budget général qui porte, via la subvention d'équilibre au budget annexe des transports, les augmentations du forfait de charges versé au délégataire RATPDev. Le montant de la subvention d'équilibre inscrit pour 2023 approche ainsi les 6,7 M€. C'est le plus élevé depuis le début du contrat en 2019. La vigilance est aussi de mise en ce qui concerne le nouvel accord avec le SMPRB.

➤ **Le recours à l'emprunt pour financer nos projets d'investissement va coûter plus cher** avec l'augmentation des taux depuis un an. Cela nous conduit à être attentifs à toutes les opportunités de subventionnement qui pourraient se présenter et à prioriser les projets qui font l'objet d'accompagnements financiers. »

## DÉPENSES ET RECETTES 2022 TOUS BUDGETS CONFONDUS

(hors reprise des résultats antérieurs/dépenses et recettes réelles et ordres)



# Besoins, contraintes et solutions : le foncier en transition

**C'est sans doute l'un des dossiers les plus préoccupants du moment et des années à venir. Où construire les logements nécessaires aux actifs ? Où trouver des terres agricoles pour installer de jeunes agriculteurs ? Comment maintenir un dynamisme économique et réindustrialiser si l'on n'a pas de terrain ?**

Les crispations autour du site d'implantation du futur hôpital territorial, alors que tout le monde s'accorde sur la nécessité de sa construction, sont révélatrices du problème. Et si le monde agricole semble quelque peu rassuré par le choix d'Atalante, annoncé par l'ARS le 5 mai dernier, ce même choix interpelle les milieux économiques qui auraient préféré Les Mottais. La loi Climat et résilience d'août 2021, fruit du travail de la convention citoyenne sur l'impérieux défi d'agir pour préserver notre climat, vient aussi compliquer le jeu. Elle vise le zéro artificialisation nette (ZAN) en 2050 sur un territoire déjà contraint par ses caractéristiques (sa géographie, avec la Rance à l'ouest et la mer au nord et à l'est; les différents périmètres de protection environnementaux et patrimoniaux ou encore la nécessité de maintenir une activité agricole vivante). Mais des solutions existent !

## L'objectif est d'aménager 10 à 15 ha de zones d'activités structurantes dans les 10 ans à venir.

Dans le domaine économique, Saint-Malo Agglomération travaille actuellement sur les projets d'aménagement, dans les deux à trois ans à venir, de quatre nouvelles zones d'activités de proximité : à Plerguer, à Saint-Coulomb, à Saint-Méloir-des Ondes et à Cancale. Ces zones sont destinées à accueillir des entreprises artisanales et de services dont les besoins

fonciers excèdent rarement les 2 000 m<sup>2</sup>. Saint-Malo Agglomération élabore aussi une nouvelle stratégie foncière qui intègre d'autres approches, telles que la densification et la requalification des zones d'activités existantes, l'optimisation du foncier cédé ou à recréer, ou encore le choix exclusif d'entreprises présentant un projet vertueux

« Des cellules de 250 à 300 m<sup>2</sup>, comme au village d'entreprises, peuvent intéresser beaucoup d'entreprises et pas seulement des artisans. »



La ZAC Atalante

Le village d'entreprises Ty Malwin aux Fougerais

et économe (en eau et en impact carbone). En parallèle, des études visant à reconstituer un stock de foncier pour les entreprises industrielles et logistiques dont les besoins sont généralement supérieurs à 5 000 m<sup>2</sup> sont engagées. Les résultats de l'agence d'urbanisme Audiar, missionnée pour réaliser un inventaire des zones d'activité économique communautaires, sont aussi très attendus. Pour Dominique de La Portbarré, vice-président en charge de l'économie, de l'emploi, du commerce et de l'artisanat : « Il faut établir une cartographie des besoins, réfléchir à

nos aménagements en fonction de ces besoins, avec l'aide notamment des acteurs de l'immobilier d'entreprise qui sont sollicités en amont des projets. Il nous faut identifier les secteurs d'activité qui ne sont pas gourmands en termes de surface, mais qui ont un potentiel important. Des cellules de 250 à 300 m<sup>2</sup>, comme au village d'entreprises, peuvent en intéresser beaucoup et pas seulement des artisans. »

## Du côté de l'agriculture, des solutions existent également.

Gilles Lurton a évoqué, au congrès des Jeunes agriculteurs de juin, les terres non gélives, en bordure de côte, qui ont été préemptées par le conservatoire du littoral ou par le conseil départemental d'Ille-et-Vilaine : « Sous certaines conditions, il y a des opportunités de remise en culture de ces terres. C'est un travail considérable qui prend beaucoup de temps. Dernièrement, nous avons par exemple sollicité par courrier plus de 600 propriétaires de près de 200 hectares de terres agricoles. L'objectif ici est de les accompagner à la vente ou à la location de leurs terres restées en jachère. Le dispositif de reconquête de terres est donc en cours, et nous avançons ! » Une chose est sûre, la sobriété foncière est devenue l'enjeu central de l'aménagement et il va falloir apprendre à optimiser nos espaces déjà artificialisés, à mutualiser certains espaces, à passer de l'étalement urbain, du mitage, à une urbanisation plus sobre et somme toute plus logique. Comme pour la transition énergétique, le foncier doit lui aussi faire sa transition.



# Des entreprises responsables, rentables et durables

Les récentes crises sanitaires et géopolitiques ainsi que la prise de conscience du défi climatique ont accéléré la légitimation de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Nécessité pour la transition écologique, levier de recrutement et d'engagement des collaborateurs, et aussi de compétitivité, la RSE intéresse de plus en plus de PME en demande d'accompagnement, d'où le dispositif présenté au conseil communautaire du 29 juin.

## Responsabilité sociétale des entreprises, un nouveau dispositif pour aider les PME

Dans la logique de son projet de territoire et de son plan climat-air-énergie territorial, Saint-Malo Agglomération place la transition écologique au cœur de ses actions. Pour que cette même logique puisse s'appliquer au monde économique, la collectivité a conçu, dans le cadre de son partenariat avec la région Bretagne, un nouveau dispositif pour accompagner les petites et moyennes entreprises dans leur démarche RSE. La responsabilité sociétale des entreprises est définie par la Commission européenne comme « l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes. » Une entreprise engagée dans la RSE va donc chercher à avoir un impact positif sur la société tout en étant économiquement viable. Présenté au conseil communautaire de juin pour approbation, le dispositif prévoit une subvention d'un montant maximum de 30 000 € HT pour soutenir les PME indépendantes du territoire (moins de



100 personnes et moins de 20 M€ de chiffre d'affaires) qui s'investissent dans au moins deux des trois axes suivants : les conditions de recrutement, d'accueil et de travail dans l'entreprise; l'environnement et les transitions; les démarches collectives et l'économie circulaire.

## Une réelle valeur ajoutée

**Trois questions à Dominique de La Portbarré, vice-président en charge de l'attractivité du territoire, de l'économie et de l'emploi, du commerce et de l'artisanat et de la communication.**

**Face aux difficultés à recruter, que peut apporter la RSE ?**

C'est l'occasion d'analyser sa politique RH. Beaucoup d'entreprises de petite taille ne sont pas dotées d'une vraie politique en la matière. Rentrer dans cette démarche, c'est une vraie opportunité pour favoriser l'engagement, réfléchir à la façon dont on peut attirer des talents et les garder.

**Et sur le plan économique ?**

L'inscription dans une démarche RSE est aujourd'hui quasiment indispensable pour répondre à des appels d'offres. Mettre en avant cette démarche, afficher ce que fait l'entreprise, notamment en matière de développement durable, c'est une vraie valeur ajoutée pour les

Leur projet doit aussi présenter un caractère innovant.

**Plus d'infos début juillet sur [www.stmalo-agglomeration.fr](http://www.stmalo-agglomeration.fr)**

entreprises, pour les artisans et pour tous ceux qui répondent à ce type de marché.

**Les projets proposés devront présenter un caractère innovant. C'est-à-dire ?**

On ne parle pas, ici, d'innovation d'un produit ou d'un service, mais d'innovation dans la façon de s'organiser. Par exemple, en matière de démarches collectives et d'économie circulaire, ça peut être des achats groupés, la mutualisation des espaces de parking, etc. En quoi l'entreprise qui demande une subvention propose-t-elle une démarche RSE innovante par rapport à ce qu'elle fait aujourd'hui ? C'est vraiment ce qui me semble important. De plus, ça peut s'élargir à la collectivité de façon générale.



La future usine de 3D-Tex à Atalante aura la capacité d'accueillir 35 à 40 métiers à tricoter

## Les valeurs sociales et environnementales : clés du succès de 3D-Tex

« Nous sommes convaincus que la performance économique est en lien direct avec les enjeux sociaux et environnementaux », peut-on lire sur le site web de 3D-Tex. De fait, la start-up du tricotage 3D sans coutures, née en 2020 à la pépinière l'Odyssée, ne cesse de grandir : 670 m<sup>2</sup> inaugurés en 2021 dans la ZI Sud de Saint-Malo, deux cellules adjacentes de 270 m<sup>2</sup> louées à Saint-Malo Agglomération (l'une depuis janvier; l'autre depuis juin) au sein du village d'entreprises Ty'Malwin, dans la ZAC des Fougères, et la construction prochaine d'une usine à Atalante.

### Production multipliée par trois ou quatre

« Nous avons actuellement deux sites, l'un pour le tricotage, l'autre pour la confection, explique Gwendal Michel, l'un des trois co-fondateurs de 3D-Tex. L'idéal, pour poursuivre notre croissance, sera de les réunir dans un seul espace, plus grand, d'où le projet à Atalante. » Le terrain réservé permettra à l'entreprise de construire une usine de 2 500 à 3 000 m<sup>2</sup>, autonome en énergie grâce au solaire, et où elle pourra tripler, voire quadrupler, son parc de métiers à tricoter d'ici 2026 tout en regroupant ses salariés : une centaine, contre 30 aujourd'hui.

### Technologie zéro déchet et sourcing français ou européen

Alors que 98 % du textile d'habillement en France est importé, 3D-Tex a été lauréate en mai dernier de l'appel à projets "Première usine" de France 2030, qui vise à soutenir des productions innovantes, et à faire émerger des acteurs ayant vocation à être des leaders sur leurs marchés. « Notre projet fou de relocaliser une industrie textile et de la rendre plus vertueuse, avec une

technologie zéro déchet et un sourcing français ou européen, séduit le public », explique à son tour Basile Ricquier, un autre des cofondateurs de 3D-Tex.

### Politique d'embauche inclusive

« Nous avons eu de beaux soutiens industriels et politiques, poursuit-il, et nous nous appuyons sur des collaborateurs très impliqués dans l'aventure. Nous avons d'ailleurs été surpris de voir à quel point les valeurs que nous voulions insuffler sont importantes pour nos salariés. » L'entreprise mène par ailleurs une politique d'embauche inclusive et compte 25 % de ses collaborateurs en situation de handicap : « Des personnes très motivées qui sont aussi compétentes que les autres, précise Gwendal Michel, ce qui nous conforte dans notre souhait d'intégrer à 3D-Tex une entreprise adaptée en 2024. »

**3D-Tex va recruter une douzaine de personnes en septembre en tant qu'opérateurs multipostes et conducteurs de machines au travers d'un plan de formation.**

**Pour envoyer son CV : [contact@3d-tex.fr](mailto:contact@3d-tex.fr)**



Gwendal Michel, lors du forum de l'emploi 2023 à Saint-Malo

## La marque employeur, pilier de la marque commerciale



Xavier Macé, directeur du site de la laiterie Malo et Noémie Lesné, chargée de mission RH

L'attractivité était sur toutes les lèvres au Forum de l'emploi des 3 et 4 mars derniers à Saint-Malo. Face aux difficultés à recruter, elle ne concerne plus les seuls clients des entreprises, mais aussi leurs collaborateurs et des candidats de plus en plus en quête de sens, de valeurs et de reconnaissance. C'est ce qu'on appelle la marque employeur. Engagée depuis plusieurs années dans la RSE, médaille d'or Ecovadis (première plateforme collaborative de notation de la RSE) en 2022, la laiterie Malo affiche un faible turnover et des recrutements sans problème notable pour les remplacements d'été. Pour Xavier Macé, directeur du site, c'est « le fruit d'une image de marque soignée ». Réduction de l'impact environnemental, maintien des emplois en Bretagne, approvisionnements locaux, amélioration des conditions de travail, sponsoring local... L'entreprise s'inscrit dans une démarche globale, de mieux-faire et de mieux-être, adaptée à tous les secteurs. Elle a aussi accueilli l'un des cinq ateliers sur la RSE organisés par Asprezica (association des propriétaires et exploitants des zones industrielles, commerciales et artisanales de Saint-Malo). Deux de ces ateliers ont été financés par Saint-Malo Agglomération.

**L'économie régénératrice, fil conducteur du 4<sup>e</sup> forum économique breton**

C'est dans un monde en quête de modèles plus soutenables que se tiendra le prochain forum économique breton, les 6 et 7 septembre 2023 au Quai St-Malo. Cette nouvelle édition propose de réfléchir à la manière d'imaginer une croissance plus durable, plus inclusive et plus responsable pour la Bretagne et au-delà, pour la planète.

**Plus d'infos sur [bretagne-economique.com](http://bretagne-economique.com)**



## Mobilité durable et branchée avec les scooters d'Oxygo



Dans l'atelier d'Oxygo

Créée en 2019 à Saint-Malo, Oxygo produit et commercialise une large gamme de scooters électriques au design inspiré des mythiques Vespas (le bruit et la pollution ne moins) ainsi qu'une voiture électrique sans permis, le tout empli d'innovations et personnalisable à l'envie pour répondre à tous les usages et à tous les goûts. Le succès étant au rendez-vous, la jeune marque malouine va quitter l'atelier de 450 m<sup>2</sup> dont elle est locataire pour Atalante, où elle prévoit de construire un bâtiment d'environ

1 000 m<sup>2</sup>. Le déménagement est prévu au premier trimestre 2024. À terme, Oxygo aimerait aussi utiliser intégralement des pièces fabriquées en France. Aujourd'hui, elle a la possibilité d'avoir des selles et des poignées fabriquées à Ploubalay, mais faute de fournisseurs dans l'hexagone, la plupart des composants viennent d'Asie. Oxygo, qui emploie sept personnes, prévoit d'embaucher 10 à 15 salariés supplémentaires dans les deux prochaines années.

## Réindustrialisation et circuit vertueux avec Cajoo Malo

Toujours à Atalante, la société Africa Business Marketplace qui détient 95 % des parts d'Africa Nuts, groupement coopératif de 800 producteurs en Côte d'Ivoire, s'apprête à créer une usine de pasteurisation où elle produira toute une gamme de produits finis d'amandes de cajou premium, certifiées bio et traçables, pour le marché européen des ingrédients alimentaires.

Au-delà de la réindustrialisation, le projet Cajoo Malo répond à une logique environnementale et éthique. Aujourd'hui, les noix brutes produites en Côte d'Ivoire (premier pays exportateur en la matière) sont en effet transformées en Inde et au Vietnam avant d'être réexpédiées vers l'Europe. En supprimant cette étape et ses intermédiaires, Cajoo Malo va réduire l'empreinte carbone liée au transport et permettre aux producteurs d'être mieux rétribués. Ses dirigeants, Loïc Denjean-Massia et Achy Assoko, prévoient de construire un premier bâtiment d'une surface de 3 200 m<sup>2</sup> mi 2024 et d'employer une cinquantaine de personnes au démarrage. Durant cette phase I, la production passera de 3 200 tonnes



Noix de cajou (qui renferment l'amande), accrochées à leur péduncule, la pomme cajou.

à 6 000 tonnes. Suivra une phase II, au premier trimestre 2027, avec un agrandissement qui permettra de produire 12 000 tonnes d'amandes de cajou, soit 10 % du marché européen.

## Énergie solaire et biocarburants chez Le Guevel, labellisé Objectif CO<sub>2</sub>

Comment répondre à la demande structurelle en besoins logistiques tout en diminuant son empreinte environnementale ? Trois ans après son installation à Actipole, l'entreprise de transport Le Guevel va agrandir de 3 000 m<sup>2</sup> ses bâtiments logistiques et investir dans deux trackers solaires de plus de 100 m<sup>2</sup> chacun. Ces énormes panneaux suivent la course du soleil afin d'augmenter la quantité d'énergie produite. L'entreprise va aussi construire une station de distribution privative de biocarburants B100 afin d'alimenter de nouveaux poids lourds Crit'Air 1 (une quinzaine de véhicules roulant

au colza sont attendus d'ici la fin de l'année). L'extension, d'une surface de 2,4 ha, permettra



Le site des transports Le Guevel, ZAC Actipole à Miniac-Morvan

par ailleurs d'augmenter le nombre de places de stationnement pour ses camions. Ces différents investissements pourraient se traduire par la création de 30 emplois supplémentaires dans les trois ans à venir sur le site de Miniac-Morvan qui compte actuellement 255 personnes (sur plus de 500 pour le groupe). Les transports Le Guevel sont labellisés Objectif CO<sub>2</sub> de l'Adème. Ils ont aussi obtenu, fin 2022, le premier label Environnement, social, gouvernance (ESG) Transports et logistique responsable, au niveau premium.



## Le numérique au service des arbres : c'est en test à Saint-Malo !

« Soutenir les innovations au service de l'environnement est une de nos priorités », indique Valérie Panel, directrice des programmes d'expérimentation du Poool, habituée à accompagner les entreprises innovantes dans leurs derniers essais avant la commercialisation. De fait, le test du logiciel Boom, lancé le 31 mai et qui s'achèvera en fin d'année, sera effectué par les agents des espaces verts de Saint-Malo et aussi, dès l'automne, par les élèves du lycée Jacques-Cartier. Boom devrait faciliter la gestion et les travaux d'entretien du patrimoine arboré des collectivités. Développé depuis 2020 par Aubépine, un bureau d'études rennais spécialisé depuis 24 ans dans le diagnostic et la protection des arbres, notamment en milieu

urbain, le logiciel en est au stade du prototype et doit maintenant être testé en conditions réelles. C'est là qu'intervient le programme d'expérimentation baptisé le Lab Rennes St Malo, lancé en 2016 par Rennes Métropole et Saint-Malo Agglomération. L'expérimentation va permettre de vérifier l'accessibilité et la prise en main du logiciel par les agents ; d'appréhender sa dimension citoyenne et son potentiel pour effectuer des inventaires arborés participatifs ; d'évaluer sa capacité à valoriser le patrimoine arboré et à produire des données utiles à la collectivité ; de vérifier le modèle économique envisagé, notamment dans une perspective de libre accès avec certaines fonctionnalités payantes.

### 36 entreprises aux côtés des conjoints

Quand des personnes extérieures au territoire sont recrutées, le plus souvent pour leurs compétences spécifiques, et qu'elles ont un conjoint, la question de l'avenir de ces derniers se pose souvent. Mis en place en 2018 par Saint-Malo Agglomération, Un job pour mon conjoint est un dispositif pour les accompagner, individuellement, dans leur recherche d'emploi ou dans leur projet de reconversion, voire de création d'entreprise. Trente-six entreprises sont partenaires du dispositif. La dernière en date, le centre hospitalier de Saint Malo, a officiellement rejoint le réseau, le 28 février, dans le cadre de sa politique de recrutement (personnels de soins, personnels administratifs et techniques, médecins, etc...). Fin 2022, le dispositif a permis à 165 conjoints de trouver un emploi ou de créer leur entreprise.



13 conjoints et 16 entreprises ont participé, le 21 mars dernier, au rendez-vous annuel d'Un job pour mon conjoint organisé, cette année, chez Synergiz

## Étonnants créateurs

**Étonnants créateurs : nouvelle année record en vue**

Chaque édition d'Étonnants créateurs est considérée comme une année record par rapport à la précédente. Avec une dotation de 90 000 euros (au lieu de 80 000 euros en 2021) et un nombre de partenaires monté à 50 (contre 45 l'année précédente), l'édition 2023 ne déroge pas à la règle. Organisé par Saint-Malo Agglomération, l'association Si tous les ports du monde, et la CCI d'Ille-et-Vilaine – délégation de Saint-Malo, le concours s'adresse aux porteurs de projets désireux de s'implanter sur l'une des 18 communes du territoire. Il sera officiellement lancé le 6 juillet au Ciné Vauban, après approbation par le conseil communautaire.

Toutes les infos seront alors disponibles sur [www.etonnants-createurs.fr](http://www.etonnants-createurs.fr)





# Les aides de l'Agglo pour soutenir l'activité locale

## 73 600 euros versés à des organismes œuvrant pour le développement économique et l'emploi

En plus des aides directes aux entreprises comme les pass commerce et artisanat (une contribution de 7 500 euros maximum pour soutenir les investissements des commerces de proximité) ou comme les pass commerce et artisanat numérique (d'un montant maximal de 2 000 euros), Saint-Malo Agglomération soutient des organismes intervenant dans les domaines du développement économique et de l'emploi. En 2023, le montant des subventions et cotisations versées est de 73 600 euros :

- 48 500 euros pour des missions d'accompagnement des créateurs d'entreprise (Initiative Pays de Saint-Malo, BGE 35, Élan Créateur, l'ADIE, Entreprendre au féminin Bretagne et Réseau Entreprendre Bretagne);
- 11 000 euros dans le domaine de l'emploi (groupement d'entreprises pour l'insertion et la qualification GEIQ BTP, Pass Emploi pour son Pass Mobilité et l'association L'Outil en main);
- 8 000 euros partagés entre le Pôle de développement de l'économie sociale et solidaire

Horizons Solidaires, l'Adere 35 qui anime le réseau de TPE/PME Plato et l'Association des juges consulaires du tribunal de commerce de Saint-Malo.

- 6 100 euros de cotisations d'adhésion aux réseaux Si tous les ports du monde et France Hydrogène.

## 4 bénéficiaires du pass commerce et artisanat



- **ABARCADABOIS** (Yannis Barré et Frédéric Cadoux) à Saint-Méloir-des-Ones pour l'acquisition de matériels et de mobiliers dans le cadre de leur activité de fabrication et pose de mobilier sur mesure, agencement intérieur et extérieur.



- **QUERCUS PAYSAGE** (Maxime Jeusselin) à Miniac-Morvan pour l'acquisition de matériels et de mobiliers pour son activité de paysagiste et d'entretien des jardins.



- **MAUVAISE GRAINE** (Margaux Priour) à Saint-Malo pour la mise en place d'un site internet offrant plus de visibilité à son entreprise qui développe une marque de vêtements en chanvre confectionnés à Saint-Malo.



- **XL CARROSSERIE** (Xavier Lerede) à Saint-Guinoux pour l'acquisition de matériels dans le cadre de son activité de carrosserie.



- **HP BOIS** (Hugo Pauchard) à La Gouesnière pour l'acquisition de matériels et de mobiliers pour son activité de menuiserie.



- **L'AUBE CLAIRE** (Claire Lecorvaisier) à Saint-Malo pour la création d'un site web marchand offrant une meilleure visibilité à son entreprise de rénovation de mobilier, création-couture d'ameublement et conseil en décoration.

# Jeunes agriculteurs et production durable : un double enjeu pour l'avenir

**Face à la baisse du nombre d'exploitations, à la hausse de l'âge moyen des exploitants et à la nécessité de préserver la qualité des ressources (eau, sol, air, biodiversité), l'installation de jeunes agriculteurs faisant le choix d'un modèle de production durable est une priorité pour Saint-Malo Agglomération qui a accueilli le 56<sup>e</sup> congrès national des Jeunes agriculteurs.**

## 600 Jeunes agriculteurs de toute la France en congrès à Saint-Malo

L'avenir de leur métier, face aux défis démographiques et climatiques, était au cœur du congrès des Jeunes agriculteurs les 6, 7 et 8 juin derniers à Saint-Malo. Cette 56<sup>e</sup> édition,



De gauche à droite : Thomas Tison, co-président du comité d'organisation et membre des JA 35, Gilles Lurton, président de Saint-Malo Agglomération, Loïc Guines, président de la chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine; Arnaud Lécuyer, vice-président du conseil régional de Bretagne, Arnaud Gaillot, président des Jeunes agriculteurs.

la première en Ille et Vilaine, était soutenue par Saint-Malo Agglomération à hauteur de 10 000 euros. Elle a donné lieu à de nombreux échanges, y compris avec le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Marc Fesneau, très attendu sur les « actes » du gouvernement pour soutenir un secteur malmené, notamment l'élevage, alors que s'achève la concertation sur le pacte et la loi d'orientation et d'avenir agricoles.

### « L'activité agricole relève de l'intérêt général. »

Un mot est revenu régulièrement dans le discours de clôture du ministre : celui de cohérence. « Au niveau européen, affirme-t-il, on ne peut pas avoir cinq ou six textes successifs qui viendraient, sur une même exploitation, changer cinq ou six fois les règles dans une temporalité de trois ou quatre ans. » Autre exemple : « On ne peut pas dire qu'il faut plus de haies parce que c'est

important – j'en suis absolument certain – et avoir des règles, qui ont été mises à l'agenda, qui interdiraient de faire du bois-énergie. » Regrettant que la grande distribution ne fasse pas plus d'efforts pour maintenir sa filière bio, fustigeant « l'incohérence de ceux qui voudraient supprimer l'élevage, mais qui défendent la viande cellulaire avec pour conséquence de dépendre de grands groupes », Marc Fesneau insiste sur la nécessité de préserver la qualité des produits français et de « réaffirmer que l'activité agricole relève de l'intérêt général ».



Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, en compagnie de Gilles Lurton.

## Pass jeune agriculteur : Pierre Louboutin, maraîcher bio sur sol-vivant

Cotisant solidaire depuis 2018, Pierre Louboutin s'est installé à titre principal début 2023 à Saint-Coulomb, au lieu-dit La Basse Rue, où il exploite une parcelle d'un hectare. Le Pass jeune agriculteur de Saint-Malo Agglomération (subvention unique et forfaitaire de 5 000 euros) a représenté un coup de pouce bienvenu. Labellisé bio, il compte en effet produire plus d'une quarantaine de



légumes tout au long de l'année et pour cela, il a dû investir dans 1 400 m<sup>2</sup> de tunnels froids pour un montant de 35 000 euros hors taxes. Aujourd'hui, il a quasiment fini de les installer et les premiers légumes de saison (tomates, poivrons, aubergines...) sont là. À l'extérieur, des moutons qui lui ont été prêtés entretiennent les abords. Un peu plus loin, de jeunes plants sont alignés en plein champ. Des potimarrons, des butternuts et différentes variétés de courges commencent à fleurir. D'autres légumes, dont des patates douces, leur succéderont à l'automne. Pratiquant le maraîchage sol-vivant, Pierre Louboutin régénère aussi en carbone une partie de terrain pour que les vers de terre, les



champignons, etc. viennent nourrir le sol et le préserver. Il envisage désormais de planter des haies grâce au programme Breizh bocage pour protéger ses tunnels du vent et les rendre moins visibles, et aussi pour la biodiversité.



# Pas de saison sans saisonniers

Composante importante de l'économie du territoire, tant pour l'activité directe qu'il génère que pour ses retombées indirectes, le tourisme engendre aussi une recette importante pour mener à bien le projet de territoire. La taxe de séjour a ainsi représenté 3,5 millions d'euros en 2022. Mais un problème de taille se pose : la pénurie de saisonniers !



Chaque année, Saint-Malo Agglomération accueille plus d'un million de visiteurs avec des pics de fréquentation le week-end, durant les ponts et les « petites vacances » et, plus encore, en été. L'hôtellerie et la restauration, le commerce, l'artisanat, l'agriculture, le maraîchage, la conchyliculture, les services médicaux, culturels ou d'aide à la personne, ceux des collectivités locales comme la collecte des déchets pour l'Agglo... De nombreux secteurs peinent à recruter des travailleurs saisonniers. Sans compter les besoins, dans tous les domaines, pour remplacer les salariés à l'année qui partent en congés.

## 42 % des emplois saisonniers concernent l'hébergement et la restauration

Sur le seul bassin d'emploi de Saint-Malo, les besoins s'élèvent, en moyenne, à 2 500 saisonniers chaque année et, pour près de la moitié, les recrutements sont jugés difficiles par les entreprises. Le secteur de l'hébergement et de la restauration, avec 42 % des emplois saisonniers, est particulièrement concerné : « Même si la grille des salaires a été revue à la hausse de 16,5 % et que nous avons mis en place une plateforme de multidiffusion d'offres d'emploi et de CV, 75 % de nos 400 adhérents n'ont toujours pas finalisé leurs recrutements pour la saison 2023, constate Pierre Lemarié, directeur de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih) de la Côte

d'Émeraude. Pour la majorité de nos adhérents, le manque de logements est la principale cause du manque de main d'œuvre. »

## Une priorité : trouver des logements

« L'attractivité d'un territoire dépend aussi de la capacité de celui-ci à loger les actifs indispensables à son rayonnement. C'est pourquoi il est pertinent de se mettre autour de la table avec l'ensemble des acteurs associatifs comme Ty al Levenez et l'Umih 35 Côte d'Émeraude pour expérimenter, innover et rechercher des solutions. » peut-on lire sur la page Facebook de Cancale où la mairie a confié à l'Umih 35 le soin d'équiper un appartement T5. Ty Al Levenez gère ensuite la colocation de saisonniers en été, et à d'autres périodes, pour la conchyliculture ou l'agriculture. Depuis cette année, Saint-Malo Agglomération a associé cette même association à la réflexion menée depuis 2021 avec des bailleurs sociaux pour mobiliser le parc de logements sous-occupés. La loi Elan permet en effet aux locataires âgés de plus de 60 ans de sous-louer une partie de leur logement à des jeunes de moins de 30 ans. « Nous travaillons avec la Caf, la communauté de communes de la Côte d'Émeraude et Ty Al Levenez, précise Sylvie Maris, directrice de l'habitat à Saint-Malo Agglomération. Nous essayons tous, à notre niveau, de participer à la création d'une offre à la hauteur des enjeux. »



Henri Lorenzi entre son chef de salle, Olivier, et Noëlla, qui a débuté comme runner la semaine dernière.

## Conditions de travail : l'innovation sociale, ça marche !

Henri Lorenzi est satisfait. Patron du restaurant La Taverne à Saint-Malo, il a reçu suffisamment de candidatures pour boucler son recrutement de juin à août. Il récolte le fruit d'une initiative originale, lancée six mois plus tôt. Chez lui, ce sont les salariés qui décident de leurs horaires, en fonction de leurs contraintes personnelles. « Pour chaque poste, j'ai maintenant deux ou trois personnes, explique-t-il. On s'arrache un peu les cheveux pour faire les plannings, mais ça marche. Grâce à ce vivier de saisonniers et un contrat-type d'extra, simple à remplir, je peux ouvrir sept jours sur sept. » Autre innovation, les clients peuvent donner un pourboire dématérialisé, juste en cliquant sur un bouton au moment du paiement sans contact. Les pourboires ont été multipliés par trois en un mois...

# Les multiples valeurs du paysage

Saint-Malo Agglomération est partie prenante dans plusieurs projets valorisant des paysages aux multiples vocations : agricoles, culturelles, économiques, écologiques, sociales... Autour du Mont-Saint-Michel et sa baie, une vaste zone tampon est concernée par le futur plan de gestion du site. De chaque côté de la Rance, où un parc naturel régional se constitue, préserver la qualité et les fonctionnalités des paysages est aussi un enjeu majeur.

## Vue sur le Mont-Saint-Michel et sa baie



“Le Mont-Saint-Michel et sa baie” est l'un des tout premiers sites français inscrits au patrimoine mondial, en 1979. Sa valeur universelle exceptionnelle oblige à le préserver pour les générations futures. Le problème, c'est qu'il a été classé sans plan de gestion et donc, sans gouvernance. La prise de conscience est apparue en 2011, quand un projet d'implantation d'éoliennes a fait craindre son déclassement par l'Unesco. En 2017, une vaste zone tampon



La zone tampon du Mont-Saint-Michel et de sa baie

## Dernière ligne droite pour le PNR Vallée de la Rance - Côte d'Émeraude

Porté par la Région et les partenaires du syndicat mixte de préfiguration, dont fait partie Saint-Malo Agglomération, le projet de parc naturel régional (PNR) concerne 74 communes de part et d'autre de la Rance, dont 12 sur le territoire. Sa charte a été définitivement validée après enquête publique, deux réunions publiques ont eu lieu dont l'une, le 30 mai dernier à Saint-Père-Marc-en-Poulet, et les conseils municipaux ont maintenant jusqu'en septembre pour adhérer ou non au futur parc, avant le vote de la Région fin 2023 et le décret de classement en 2024 pour 15 ans. Le parc, qui n'a pas de compétence réglementaire, nourrit

les politiques locales par son expertise. Il est une opportunité pour protéger et développer durablement, de manière concertée, un territoire reconnu pour la forte valeur ajoutée de son patrimoine et de ses paysages.



## Breizh-bocage : le retour gagnant des haies

Dans les paysages bocagers, les haies rendent de multiples services : lutter contre l'érosion des sols, préserver l'eau et sa qualité, briser le vent (et donc protéger les cultures et le bétail), maintenir la biodiversité ou encore produire du bois énergie ou de litière. Décimées au XX<sup>e</sup> siècle par le remembrement, elles connaissent désormais un regain d'intérêt en tant qu'outil de protection et de productivité. Depuis 2017, Saint-Malo Agglomération porte le programme Breizh Bocage qui subventionne les plantations de haies sur des terres agricoles. Il a déjà bénéficié à plus d'une centaine d'exploitants et permis de créer ou de restaurer près de 50 km de linéaire bocager sur le territoire. Le reste à charge pour le propriétaire est d'un euro maximum par mètre linéaire. L'entretien est aussi pris en charge pendant trois ans.

**Intéressé ? Tristan DIMEGLIO vous aidera à monter votre dossier (il devra être finalisé avant fin août et les plantations réalisées entre novembre 2023 et mars 2024)**

06 24 32 56 34

t.dimeglio@stmalo-agglomeration.fr



Créé en mars sur une exploitation de Saint-Père-Marc-en-Poulet, ce linéaire de 217 m de haies compte 145 jeunes arbres (dont du charme, châtaignier, merisier, noisetier) plantés dans le cadre de Breizh Bocage



# Plan climat-air-énergie : 47 % du plan d'action mis en œuvre à mi-parcours

Adopté en décembre 2019 pour une durée de six ans, le Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de Saint-Malo Agglomération a fait l'objet d'un bilan à mi-parcours. Si ce plan entre dans le cadre d'une stratégie à plus long terme, à l'horizon 2050, la concertation de 2021 sur le projet de territoire a toutefois permis de l'affiner et une démarche de labélisation européenne "Climat-Air-Energie" a été engagée.



Le vélo géant, symbole du défi des agents de Saint-Malo Agglomération et de la Ville pour un monde décarboné

« Le contexte actuel ainsi que le sixième rapport du GIEC, paru il y a quelques semaines, nous mettent face à nos responsabilités », a déclaré Jean-Francis Richeux, vice-président en charge de l'environnement, en préambule de la présentation du bilan à mi-parcours du PCAET au conseil communautaire du 6 avril. Le réchauffement global est en effet estimé à 1,5 degré dès le début des années 2030, soit deux degrés supplémentaires en France qui pourraient grimper à quatre d'ici 2100.

## Transformer la prise de conscience en actes

La prise de conscience de l'effet de serre n'est pas récente. En 1824, le physicien Joseph Fourier, lui-même inspiré par les travaux du savant de Saussure au XVIII<sup>e</sup> siècle, en énonçait le principe. En 1856, la scientifique longtemps oubliée, Eunice Newton Foot, démontrait que le CO<sub>2</sub> était capable de piéger la chaleur et que

sa concentration dans l'atmosphère pourrait engendrer un réchauffement global significatif de la Terre. Le physicien John Tyndall en 1861, puis le futur prix Nobel de chimie, Svante August Arrhenius, en 1896, aboutissaient aux mêmes conclusions. Aujourd'hui, et plus encore depuis l'été 2022, tout le monde ou presque est conscient du défi climatique. Encore faut-il transformer cette prise de conscience en actes, une priorité inscrite à la fois dans le plan climat-air-énergie territorial et dans le projet de territoire de Saint-Malo Agglomération.

## Neutralité carbone, innovation et résilience

À mi-parcours, les objectifs du PCAET sont tenus avec près de la moitié (47 %) du plan d'action mis en œuvre. Ce plan s'organise en trois grands axes. Pour le premier « Vers la neutralité carbone », on citera la décarbonation des transports en commun, le télétravail qui limite

les déplacements, la rénovation énergétique, le soutien à l'agriculture durable ou encore le recours aux énergies renouvelables. Dans l'axe « Innovation et mobilisation comme levier de transition écologique », on notera le soutien aux entreprises vertueuses, le tri des déchets et les partenariats avec les filières de recyclage, l'éducation à l'environnement... Enfin, dans le troisième axe « Pour un territoire résilient », on retiendra l'anticipation du risque de submersion marine, la protection de la ressource en eau et la surveillance de la qualité de l'air. La transition écologique va aussi devenir un axe de fonctionnement de l'administration. Intitulé « Devenir une administration innovante et éco-exemplaire », il définira les actions propres à l'organisation de la collectivité (plan de formation, budget vert, marchés publics...).

## Labélisation climat-air-énergie : le plan d'action validé

Depuis 2021, Saint-Malo Agglomération et la ville de Saint-Malo participent conjointement à la démarche Territoire engagé pour la transition écologique, label Climat-Air-Energie (anciennement Cit'ergie). Déclinaison française portée par l'Ademe du label européen European Energy Award (EEA), ce projet a donné lieu à un plan d'action intercommunal de 73 actions programmées sur quatre ans, dont 46 déjà inscrites dans le projet de territoire et 27 nouvelles (16 étant déjà entamées). Il constitue à la fois un outil opérationnel d'amélioration continue et un moyen de reconnaissance de la qualité de la politique climatique des deux collectivités, conscientes de la nécessité de travailler ensemble pour relever ce défi.

# Qualité de l'air, élus et experts en parlent

À Saint-Malo, où des capteurs mesurent quotidiennement la qualité de l'air depuis 2002, une étude EQIS-PA a été publiée par l'agence régionale de santé Bretagne. Cette évaluation quantitative d'impact sur la santé de la pollution de l'air, a été le coup d'envoi, le 3 mars dernier, d'un cycle d'échanges entre experts et élus.

Un adulte respire entre 10 000 et 16 000 litres d'air par jour ! 10 à 20 fois chaque minute, un nombre qui passe de 25 à 30 chez l'enfant, de 40 à 60 chez les bébés. On comprend mieux pourquoi la qualité de l'air est un enjeu de santé publique fondamental. Sur le territoire malouin, le sujet questionne d'autant plus que les données et les études sont nombreuses, mais complexes à décrypter. Par exemple, comment interpréter l'indice de la qualité de l'air (dit ATMO) mis à jour quotidiennement par Air Breizh (et repris sur le site de Saint-Malo Agglomération) sans savoir comment il est calculé ? Comment connaître l'évolution de la pollution quand les bases de calcul changent ? Ce fut le cas, en 2022, avec la modification des seuils de référence. Il faut aussi comparer ce qui est comparable. Les valeurs réglementaires européennes ne sont pas celles recommandées par l'OMS qui correspondent à un idéal à atteindre.

## Particules fines PM2.5 : les plus toxiques, mais en baisse

À l'initiative du Pays, de l'Agglo et de la Ville de Saint-Malo, un groupe d'experts a été constitué et la publication de l'étude EQIS, qui vise à

estimer l'impact hypothétique d'une baisse de la pollution atmosphérique, a été l'occasion d'un premier échange avec les élus. Considérant que localement les autres polluants n'impactaient pas la santé, L'EQIS s'est concentrée sur les particules fines PM2.5. Au seuil recommandé par l'OMS, 38 décès prématurés chez les personnes de plus de 30 ans auraient pu être évités à Saint-Malo, soit un taux de 5,6 % contre 7 % en Bretagne et en France. Une situation, donc, meilleure que la moyenne pour ces particules principalement émises par le secteur résidentiel et le chauffage au bois, et dont les émissions ont baissé de 24 % entre 2008 et 2018.

## Particules fines PM10 : l'atypisme malouin

Le taux des particules PM10 (venant à parts égales de l'industrie, du résidentiel et du tertiaire, de l'agriculture et des transports) est en revanche plus atypique. Bien que respectant les seuils réglementaires, leur concentration plus élevée que dans d'autres villes bretonnes comparables, et des augmentations ponctuelles certaines nuits, interrogent les experts. Les raisons sont à creuser.



## Les cinq polluants réglementés de l'indice ATMO

- Dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) : - 40 % entre 2008 et 2018 et des mesures inférieures au seuil réglementaire européen et aux recommandations de l'OMS
- Ozone (O<sub>3</sub>) : en dessous des seuils, mais 16 dépassements de l'objectif de l'OMS en 2022 (comme partout en Bretagne)
- Particules fines PM10 : 23 µg/m<sup>3</sup>/an (< au seuil réglementaire de 40, mais > aux 15 recommandés par l'OMS depuis 2021)
- Particules fines PM2.5 : 9 µg/m<sup>3</sup>/an (< au seuil réglementaire de 25, mais > aux 5 recommandés par l'OMS depuis 2021)
- Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) : quasi inexistant en Bretagne, il n'est plus mesuré depuis 2016.

Saint-Malo Agglomération veut aussi aller plus loin que les seuils réglementaires : « Nous ne nous contenterons pas de résultats d'études qui respecteraient le code de l'environnement, assure ainsi Gilles Lurton. Il faut que nous puissions prendre les décisions qui nous permettent d'améliorer, encore et encore, la situation que nous connaissons. C'est ce à quoi nous allons nous atteler maintenant. » De fait, de nouvelles réunions sont programmées avec les collectivités et le groupe d'experts ainsi qu'auprès du grand public. L'objectif est de renforcer le plan d'action du plan climat-air-énergie territorial.

Dossier complet :  
[www.stmalo-agglomeration](https://www.stmalo-agglomeration.fr/vie-quotidienne/nature-et-climat/qualite-de-lair/)

<https://vie-quotidienne/nature-et-climat/qualite-de-lair/>



## Un collège d'experts issu de neuf organismes

Pays de Saint-Malo  
Saint-Malo Agglomération  
Ville de Saint-Malo  
Sous-préfecture de Saint-Malo  
Santé publique France  
Agence régionale de Santé Bretagne (ARS)  
Observatoire régional de Santé Bretagne (ORSB)  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)  
Association Air Breizh



Une conférence de presse a suivi le rendez-vous du 3 mars avec les élus



# Saint-Malo Agglomération, site pilote du suivi du littoral en temps réel

**L'anticipation des risques est une question essentielle pour Saint-Malo Agglomération, dont le service Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi) travaille de concert avec la nouvelle direction de la gestion des risques de la ville. En témoigne le partenariat avec Météo France pour suivre le littoral malouin en temps réel.**

En février dernier, Météo France, Saint-Malo Agglomération et la ville de Saint-Malo ont conclu une convention de trois ans pour suivre, par caméra, le littoral malouin en temps réel. Cette opération vient compléter un socle de connaissances déjà solide, dont la récente étude du service hydrographique et océanographique de la marine (le Shom) qui estime l'augmentation du niveau marin à Saint-Malo à environ 4 mm par an pour un cumul de 15 à 20 cm depuis 1850. « D'après une étude de Météo France, a précisé Gilles Lurton dans le cadre d'une interview donnée au journal *Libération*, nous pouvons nous attendre à un niveau de 13 à 30 cm supplémentaires entre aujourd'hui et 2050, ce qui fait une fourchette moyenne de 5 à 10 mm par an. En 2050, dans de telles conditions, les franchissements sur la chaussée du Sillon seront banals et fréquents, charriant de plus en plus d'eau dans les rues adjacentes au front de mer. »

## Caméras et algorithmes pour mesurer en temps réel le comportement des digues

La gestion du système d'endiguement, qui relève de Saint-Malo Agglomération, nécessite d'estimer finement des paramètres tels que les

hauteurs de houle en pied des ouvrages ou les volumes d'eau qui franchissent les digues lors des tempêtes. Pour ce faire, le partenariat avec Météo France repose sur une technologie innovante de surveillance vidéo du littoral mise au point par la start-up française Waves'n See. Des caméras couplées à des algorithmes de traitement d'image et d'analyse océanographique permettent de mesurer en temps réel le comportement des digues face aux tempêtes, mais aussi la tendance globale de l'évolution du profil de plage. Installé sur le Palais du grand large depuis la mi-mai et sans risque pour la navigation, le dispositif remplace avantageusement la mise en place d'un houlographe. Sa pose et le traitement des images sont intégralement financés par Météo France et à l'issue des trois ans de la convention, Saint-Malo Agglomération étudiera la possibilité de le conserver.

## Améliorer les modèles de prévision, les systèmes d'alerte et le niveau de protection

Ces éléments sont capitaux pour anticiper les alertes météo-marines. Ils sont demandés par l'État pour améliorer les modèles de prévision et les systèmes d'alerte. L'élaboration d'un



programme de travaux à envisager pour augmenter le niveau de protection du littoral malouin est également prévue dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations (Papi) de Saint-Malo Agglomération. Ses conclusions feront l'objet d'une concertation.

### 4 communes de l'Agglo demandent à être inscrites sur la liste des communes vulnérables face à l'érosion du trait de côte

Cette inscription n'est pas obligatoire, mais les communes de Saint-Malo, Saint-Jouan-des-Guérets, Saint-Suliac et La Ville-ès-Nonais préfèrent anticiper. Une cartographie de la prévision du recul du trait de côte à 30 et à 100 ans va ainsi être financée à 80 % par l'État dans le cadre du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, dit fonds vert. Elle permettra de connaître précisément le niveau de risques pour les constructions situées dans les zones exposées au recul du trait de côte et de mettre à jour le plan local d'urbanisme. L'inscription permettra aussi de doter ces communes des outils nécessaires pour s'adapter à court, moyen et long terme aux évolutions du littoral.



# Ressource en eau : la prudence reste de mise

**Après les restrictions d'eau de l'an passé, les choses sont revenues à la normale depuis février 2023, mais maîtriser les consommations reste une priorité.**

## 6 km de canalisations bientôt renouvelées entre le pont Quelmer et la Croix Désilles

Maîtriser les consommations, c'est aussi limiter les fuites. Avec un taux de rendement de 92 %, soit 8 % de fuites alors que la moyenne nationale est de 20 %, les réseaux d'eau potable du territoire sont plutôt performants. Cela n'empêche pas quelques mauvaises surprises. La Régie malouine de l'eau (RME) va ainsi devoir renouveler la conduite maîtresse de 6 km de long et de 400 mm de diamètre qui alimente le complexe



de la Croix Désilles depuis les réservoirs de Blanche Roche (au pont de Quelmer). Une usure prématurée de cette canalisation, posée au début des années 1980, a en effet provoqué plusieurs fuites importantes ces dernières années, ce qui nécessite de refaire, sans attendre, la quasi-totalité de son linéaire. Plusieurs études (impact environnemental, géotechnique, amiante, hydrocarbures aromatiques polycycliques...) ont été menées et le chantier, dont le tracé emprunte

de la Croix Désilles depuis les réservoirs de Blanche Roche (au pont de Quelmer). Une usure prématurée de cette canalisation, posée au début des années 1980, a en effet provoqué plusieurs fuites importantes ces dernières années, ce qui nécessite de refaire, sans attendre, la quasi-totalité de son linéaire. Plusieurs études (impact environnemental, géotechnique, amiante, hydrocarbures aromatiques polycycliques...) ont été menées et le chantier, dont le tracé emprunte

## S'adapter au changement climatique

Même si les pluies d'hiver et du printemps ont permis de remplir les barrages et reconstituer les nappes, la situation reste sensible. « La hausse continue des températures depuis 1990 suit le scénario de réchauffement le plus pessimiste, rappelle Franck-Olivier Henry, directeur d'Eau du Pays de Saint-Malo. De ce fait, l'évapotranspiration s'accélère. À précipitations égales, il y a moins d'eau dans nos rivières, alors que les besoins augmentent. » Plusieurs solutions sont à l'étude pour augmenter la ressource, comme prendre

de l'eau en Rance fluviale, dessaler l'eau de mer, réutiliser les eaux de station d'épuration ou rehausser des barrages. Mais c'est surtout la consommation d'eau qui reste le levier le plus efficace pour garantir un équilibre. Particuliers, professionnels, distributeurs, institutionnels, tout le monde est appelé à se prendre en main. « En août dernier, la consommation a baissé après une campagne de sensibilisation, poursuit Franck-Olivier Henry. Les comportements semblent changer, mais il ne faut pas se relâcher. »

### Les tracés dans les cartes de Napoléon

Depuis trois ans, le programme de remédiation de l'Agglo a permis à plusieurs cours d'eau de retrouver leur emplacement historique et de les reconnecter à leurs zones humides. Ces dernières font office d'éponge en stockant l'eau dans le sol en période de pluie et en la redistribuant aux cours d'eau en période estivale. À terme, la multiplication des travaux permettra de mieux affronter les épisodes de sécheresse. Pour retrouver les tracés historiques, le service Gemapi a sorti des archives le cadastre napoléonien (ou plan cadastral de 1812) sur lequel les cours d'eau apparaissent encore.





# Maîtriser les réseaux d'assainissement pour éviter les pollutions

**L'approbation du schéma directeur d'assainissement, début 2024, va permettre d'arrêter un programme d'actions à mener. Les objectifs sont de mieux connaître le fonctionnement des systèmes d'assainissement de la collectivité, d'améliorer leur fiabilité et d'augmenter leur efficacité. Certains travaux ont d'ores et déjà commencé.**

Réviser un schéma directeur d'assainissement implique de réaliser un diagnostic complet du réseau et de ses performances. Alors que les conclusions ne seront rendues qu'en début d'année prochaine, certains des problèmes répertoriés ont nécessité d'intervenir sans attendre. « Ce sont souvent des travaux d'instrumentation et de renforcement du pompage, précise Nolwenn Konrad, directrice adjointe des cycles de l'eau à Saint-Malo Agglomération. Ce calendrier avancé a été décidé pour éviter tout risque supplémentaire de pollution des milieux. »

## Objectif : anticiper les risques de pollution

Aujourd'hui, en cas de dysfonctionnement d'une station d'épuration, un système d'alerte prévient immédiatement les acteurs concernés (services de l'État, collectivités locales, comité régional de conchyliculture, etc.). Saint-Malo Agglomération veut aller plus loin et anticiper les déversements pour lancer les alertes en amont de manière à déclencher, au plus tôt, les mesures de protection des milieux et des populations.

## Des micropolluants issus de notre vie quotidienne

Prévenir les rejets de micropolluants est aussi une nécessité. Leur mesure en sortie de station d'épuration est déjà une obligation réglementaire, mais l'État veut aller plus loin avec un diagnostic en amont. Il s'agit de rechercher l'origine des micropolluants qui ne sont pas dégradés par la station et qui se retrouvent rejetés dans le milieu

naturel. « Il n'est pas facile de remonter à une source précise de pollution, estime Nolwenn Konrad. Les rejets industriels sont très surveillés, réglementés et connus. Nous savons maintenant que ces micropolluants sont aussi issus de notre vie quotidienne (cosmétiques, pharmaceutiques, artisanat, etc.). » L'Agglomération a déjà commencé à collecter des données, grâce à des sondes positionnées sur des nœuds stratégiques de son réseau.



**Octopus : utilisé par Veolia, ce préleveur passif, au design inspiré de la morphologie de la pieuvre, permet la capture de contaminants tel que les micropolluants dans les réseaux d'assainissement. Insérées dans le flux d'eaux usées pendant 1 à 3 semaines, les bandelettes sont ensuite récupérées et acheminées vers un laboratoire pour analyse.**

## La révision des zonages bientôt en phase de consultation

Un nouveau zonage de l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales est en cours. Cet outil de gestion précise le mode d'assainissement (collectif ou individuel) de chaque zone bâtie ou à bâtir, dans un objectif de salubrité publique et de qualité des eaux. Les services de l'Agglomération ont ainsi proposé des cartes définissant les zones en assainissement collectif ou en assainissement individuel (dit aussi autonome). Les 18 communes doivent maintenant étudier cette proposition, avant de passer à l'étape des consultations publiques. Une fois validés, ces zonages seront annexés aux plans locaux d'urbanisme.

## Des subventions pour se mettre en conformité

Une convention passée entre Saint-Malo Agglomération et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne permet aux particuliers qui se mettent en conformité de bénéficier de subventions.

**Raccordement au réseau d'assainissement public : 50 %** (dans la limite d'un plafond de dépenses de 9 350 € TTC). La réhabilitation structurante de la partie privée des branchements, le dé-raccordement des eaux pluviales du réseau public et l'étude d'avant-projet sont également pris en compte.

**Installations d'assainissement non collectif : 30 %** (dans la limite d'un plafond de dépenses de 8 500 € TTC). Sont concernés les travaux effectués en l'absence d'installation ou, dans certaines conditions, à la suite d'un contrôle "non-conforme" entraînant une obligation de travaux.

Ces travaux contribuent à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, des milieux aquatiques, du milieu marin ou de la biodiversité.

**Plus d'infos à la Direction de l'assainissement de Saint-Malo Agglomération au 02 99 21 92 01 ou sur [www.stmalo-agglomeration.fr](http://www.stmalo-agglomeration.fr) (rubrique vie-quotidienne/eau-et-assainissement)**



Mise en séparatif des réseaux boulevard Douville à Saint-Malo

# De nombreux chantiers menés récemment sur les réseaux collectifs

**De nombreux chantiers, certains de grande d'envergure, sont menés, année après année, par Saint-Malo Agglomération pour réhabiliter et remplacer les anciens réseaux partout où c'est nécessaire.**

## 2 260 mètres de linéaires passés en séparatif

À Saint-Malo, qui compte encore 121 km de réseaux unitaires où les eaux usées et pluviales sont mélangées, le passage en séparatif permet de limiter les risques de débordement en cas d'orages ou de fortes pluies, et donc de pollution des milieux naturels et de la mer. Le niveau de risque varie en fonction des niveaux d'urbanisation et d'imperméabilisation des sols, mais aussi de la topographie. Certains secteurs de la ville situés sous le niveau des plus hautes eaux marines sont ainsi plus vulnérables. La mise en séparatif s'effectue selon les priorités et les aménagements de voirie. C'est le cas sur le secteur du boulevard Douville qui va être réaménagé, et où il était indispensable de remettre à niveau les réseaux souterrains au préalable. Les derniers travaux de passage en séparatif ont concerné le secteur Douville (750 m), les secteurs Rance/Briselaine (1 150 m) et Longue Raie (360 m). Ces trois chantiers ont été achevés en mai et juin.

## 3 750 mètres de linéaires réhabilités par l'intérieur

Le chemisage est une opération qui consiste à réparer une canalisation sans ouvrir de tranchée, en y plaquant une gaine souple par l'intérieur.

De tels travaux ont été réalisés à Cancale sur les secteurs de la Pintelais, de la Vieille Rivière et de la rue des Français Libres (1 285 m au total), à Miniac-Morvan, rue de la Lande d'Hirel (210 m), à Saint-Coulomb sur le secteur des Haugeards (340 m), à La Ville-ès-Nonais, rue Jacques-Cartier (250 m), à Châteauneuf-d'Ille-et-Vilaine, rue de la Brisardière/chemin de la Noé (475 m), à Saint-Jouan-des-Guérets, rue de la Croix aux Merles (60 m) ainsi qu'à Saint-Malo, rue Célestin-Huet (1 130 m) où les travaux comprenaient aussi le remplacement ou la transformation de regards mixtes (canalisation des eaux usées et pluviales dans le même ouvrage).

## 525 mètres de canalisations remplacées

Des canalisations des eaux pluviales, qui présentaient des anomalies, qui s'effondraient par endroit pour certaines, ont été remplacées à Cancale, rue du Château d'eau et rue du Port (140 m au total), à Plerguer, rue des Violettes (150 m), à Saint-Père-Marc-en-Poulet, rue des Prés Gaudins (180 m). Par ailleurs, 55 m de canalisations des eaux usées de 200 mm de diamètre, dont la capacité hydraulique était devenue insuffisante, ont été remplacés par une canalisation de 300 mm de diamètre sur le chemin du Vau garni à Saint-Malo.



Chemisage



Remplacement de canalisations des eaux pluviales à Cancale



Remplacement de canalisations des eaux pluviales à Plerguer



# Dans l'ordre : réduire, réutiliser, recycler

**Le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas. Pour Patrick Bauthamy, directeur de la collecte et du traitement des déchets à Saint-Malo Agglomération, l'enjeu prioritaire est de changer nos modes de consommation afin de réduire nos déchets à la source tout en considérant le déchet émis aujourd'hui comme la ressource de demain.**

## Réduire les déchets à la source

Dans le cadre de son projet de territoire, Saint-Malo Agglomération a acté, en février dernier, l'élaboration de son programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA). Un premier diagnostic, présenté fin juin au comité de pilotage, permettra de déterminer les actions à mener en priorité (en fonction des flux de bois, déchets verts, ordures ménagères, gravats, etc.). « On ne pourra pas tout traiter en même temps, explique Patrick Bauthamy. Nous allons donc cibler les flux les plus problématiques pour adopter, à l'automne 2024, un plan d'actions pour mieux les maîtriser. » D'autres diagnostics et plans d'actions seront menés par la suite, afin de faire le tour de toutes les sources de déchets. Le but final est que les matières restantes puissent être considérées, non plus comme des déchets, mais comme des ressources qui pourront connaître une deuxième vie.

### L'extension des consignes de tri : simple et efficace

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les consignes de tri sont plus simples. Tous les emballages ménagers peuvent être déposés, même souillés (mais tout de même vidés de leur contenu) dans les bacs jaunes. Ce simple geste a permis d'augmenter le volume collecté de 44 tonnes au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 par rapport à la même période en 2022. Dans le même temps, le volume des ordures ménagères a baissé dans des proportions encore plus importantes. Prise de conscience ou indice d'une récession ? Il est encore trop tôt pour le dire.

### Tri à la source des biodéchets : une obligation au 1<sup>er</sup> janvier 2024

Saint-Malo Agglomération a subventionné l'achat de 712 composteurs individuels depuis 2016, pour un peu plus de 14 000 euros, mais à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, la réglementation



Environ 56 tonnes de carton par mois sont collectées par Saint-Malo Agglomération et mises en ballots dans l'ancien centre de tri, devenu zone de transfert.

impose que tous les ménages disposent d'une solution de tri de leurs déchets biodégradables. Un panel de solutions va être mis en place en fonction des types d'habitat. Une première commande de composteurs a d'ores et déjà été lancée. « D'une contenance de 400 litres, ils sont en bois, pour des raisons autant éthiques qu'esthétiques, précise Patrick Bauthamy. Ils seront distribués gratuitement fin 2023, dans les nouvelles dotations, comme les bacs de tri individuels. » Dans la même période, grâce à un travail collaboratif avec des associations locales, des composteurs collectifs équiperont les immeubles et les zones d'habitat denses. Enfin, quand ces deux premières solutions ne pourront pas s'appliquer, une troisième mesure sera de mettre en place des collecteurs collectifs de biodéchets, dont le modèle n'est pas encore arrêté. Et après ? L'acte II sera la valorisation de ce flux de biodéchets. L'Agglo étudie actuellement les différentes possibilités avec le Syndicat mixte de valorisation de déchets des pays de Rance et de la Baie (le SMPRB).

### 99 kg de plus que la moyenne bretonne (par an et par habitant)

Le poids des ordures ménagères résiduelles (celles qui restent dans la poubelle classique après le tri à la source) produites sur le territoire est en effet de 295 kg par habitant et par an, soit 50 % de plus que la moyenne bretonne qui est de 196 kg. C'est de la responsabilité de tous les citoyens, même si l'activité touristique l'explique partiellement. Dans certaines zones comme l'Intra-muros à Saint-Malo, où les compacteurs enterrés sont très sollicités en période de forte affluence, particuliers et professionnels doivent être particulièrement vigilants pour ne pas entraîner de difficultés de fonctionnement.

## Des filières de réemploi et de recyclage de plus en plus spécialisées

En France, la quantité d'ordures ménagères a doublé en 40 ans... Réduire les déchets est donc la priorité. En parallèle, des filières de réemploi et de recyclage de plus en plus spécialisées se développent. Saint-Malo Agglomération a par exemple signé avec RecyclIM, pour la période 2023-2024, une convention portant sur la récupération des radiographies en déchèterie. Cette société les traite de manière à séparer l'argent du plastique. L'opération génère une recette approximative de 500 €/kg d'argent et 100 €/tonne de films numériques.

### Des partenariats écologiques et solidaires

Le partenariat signé en janvier 2023 avec les Compagnons bâtisseurs de Saint-Malo permet à ces derniers de récupérer des palettes pour en faire des meubles dans le cadre du dispositif d'insertion, Premières heures, qui s'adresse à des personnes en situation de grande exclusion. Une autre convention portant sur la collecte de cartouches d'imprimante a été passée, pour une durée de trois ans, avec la société LVL Proxy. En plus d'être bonne pour l'environnement, l'opération va permettre de soutenir l'association

Enfance et Partage à hauteur d'un euro (HT) pour 15 cartouches d'imprimante réutilisables. Autre projet écologique et solidaire, la convention avec l'association humanitaire Les Enfants du Maroc pour récupérer du matériel médical et du matériel de puériculture dans la déchèterie de Saint-Malo a été renouvelée pour cinq ans.

### Les textiles ne sont pas des ordures ménagères

Le textile est l'une des industries les plus polluantes au monde. Raison pour ne pas céder à la fast fashion et favoriser le réemploi des vêtements, linge et chaussures que l'on n'utilise plus. Qui plus est, 99,7 % d'entre eux sont revalorisables. Saint-Malo Agglomération a renouvelé sa convention avec Refashion pour la période 2023-2028. Cet éco-organisme agréé par l'État propose un soutien à la communication de 10 centimes d'euro par habitant pour améliorer la collecte des TLC (textiles, linge de maison et chaussures) organisée par la collectivité. L'aide dépend toutefois du nombre de points de collecte sur le territoire : un pour 2 000 habitants permettrait à l'Agglo de percevoir jusqu'à 8 500 euros de subvention.

### Les lieux aussi peuvent avoir plusieurs usages

En avril dernier, Synergiz, acteur de référence de la réalité mixte en France et à l'international, a choisi l'atelier de la direction des déchets et l'ancien centre de tri pour tourner un film présentant les possibilités de cette technologie dans le domaine de la formation et en milieu industriel (par exemple pour prévisualiser un projet d'installation de machine). Saint-Malo Agglomération étudie par ailleurs la faisabilité de créer une recyclerie dans l'ex-centre de tri et de proposer, en parallèle, une solution de collecte des encombrants.



### Les 6 phases du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (2024-2030)

#### Phase 1

Février > Fin juin 2023

- Diagnostic

#### Phase 2

Août > Décembre 2023

- Ateliers de travail
- Fiches et plan d'action

#### Phase 3

Janvier > Juin 2024

- Consultation publique
- Avis du CCES (comité consultatif d'évaluation et de suivi)

#### Phase 4

Septembre > Octobre 2024

- Validation
- Adoption
- Publication
- Transmission au préfet et à l'Ademe

#### Phase 5

Ensuite

- Mise en action

#### Phase 6

Soit jusqu'en 2030

- Suivi annuel
- Évaluation au bout de 6 ans



# Le plein d'idées pour faire évoluer le réseau MAT... et les mobilités de demain

Pendant quatre mois, Saint-Malo Agglomération a organisé une consultation grand public pour faire évoluer le réseau de bus MAT en 2025 et, plus largement, pour imaginer les mobilités de demain sur le territoire. Il s'agissait de mieux comprendre les usages d'aujourd'hui et d'explorer les expérimentations possibles (intermodalité, transport à la demande, covoiturage...).

## 4 mois de concertation citoyenne

Depuis février dernier, plusieurs dispositifs de concertation se sont succédé pour mieux comprendre les déplacements des usagers du territoire ainsi que leurs besoins et inventer le réseau de mobilité de demain. La concertation a commencé par la diffusion de deux questionnaires destinés au grand public et aux salariés. Elle s'est ensuite poursuivie par des ateliers pour travailler concrètement sur de nouvelles expérimentations à mener sur le territoire. Réunissant tour à tour, les élus, les conducteurs de bus et les citoyens, ces ateliers avaient pour but de réfléchir à des

### 55 propositions pour inventer les mobilités de demain

Grâce à la mobilisation des participants, 55 propositions citoyennes ont été imaginées pour inventer les mobilités de demain. Plébiscitées par les différents publics, elles ont été classées en quatre catégories selon leurs degrés de faisabilité. Certaines idées vont être mises en place très rapidement. Par exemple : des places pour les vélos dans les prochains bus, l'augmentation du nombre d'arrêts de bus aménagés aux normes d'accessibilité, des stationnements pour les vélos réservés aux abonnés du train ou encore une concertation avec les chefs d'établissement pour améliorer le transport scolaire. D'autres propositions citoyennes vont être intégrées aux réflexions du futur réseau de bus et feront l'objet d'études techniques et financières. On peut citer, entre autres, le paiement par carte bancaire dans les bus, davantage de souplesse sur les

lignes peu fréquentées, des tickets à la journée combinant parking relais et bus du réseau MAT, la répartition des enfants sur un circuit scolaire pour éviter les surcharges. D'autres suggestions comme le développement des pôles d'échanges ou la reconfiguration de la gare de Saint-Malo doivent aussi être discutées avec les partenaires de l'Agglomération. Pour finir, certaines idées ne relèvent pas directement des compétences de la collectivité. Elles seront néanmoins transmises aux autres acteurs institutionnels (mairies, autres réseaux de mobilités...) et feront l'objet de discussions avec, toujours pour objectif, celui de faciliter la mobilité de demain.

L'intégralité des propositions citoyennes est à retrouver sur [www.stmalo-agglomeration.fr](http://www.stmalo-agglomeration.fr)



thématiques précises comme les trajets domicile-travail, le transport scolaire ou le réseau de bus. D'autres ateliers participatifs se sont tenus à Saint-Malo, Cancale et Miniac-Morvan dans le courant du mois de mai pour nourrir les propositions des premiers ateliers. Cette grande consultation s'est achevée le 8 juin dernier par une réunion publique au cours de laquelle les résultats des dispositifs précédents ont été restitués.

## Les chiffres clés de la concertation

### Les répondants

**3 395** ont répondu au questionnaire grand public

**726** ont répondu au questionnaire salariés

**61 %** veulent améliorer le service scolaire le matin et le soir (pour 66 % des répondants, il s'agit de l'expérimentation la plus importante à mener)

**76 %** vont au travail en voiture individuelle, et pourtant 50 % d'entre eux habitent à moins de 10 km

**49 %** souhaitent avoir des places de stationnement gratuites pour prendre le bus

### Sur les 55 propositions citoyennes

**10** vont être mises en place rapidement

**17** vont être intégrées aux réflexions autour du futur réseau

**8** doivent faire l'objet d'études

**4** nécessitent un dialogue avec les partenaires

**16** ne peuvent pas être retenues



## Nouvelle formule pour la Semaine de la mobilité

Du 16 au 23 septembre 2023, se tiendra la Semaine européenne de la mobilité, consacrée aux déplacements alternatifs, durables et inclusifs.



Sur notre territoire, pour la première fois, la manifestation ne se résumera pas seulement au village de la mobilité à Saint-Malo. L'Agglo a notamment lancé un appel à projets inédit pour étendre cet événement à l'ensemble de ses communes et construire un programme d'animations variées. À la clôture de l'appel, le 29 mai dernier, l'Agglo avait reçu une vingtaine de propositions d'associations, entreprises ou communes du territoire. Douze projets réunissant les critères requis (projet local, gratuité, accessibilité à tous, promotion de la mobilité durable, etc.) ont été présélectionnés. Les lauréats se partageront les 7 000 euros de subventions et d'aides techniques et matérielles prévus.

### Save energy

Cette année, la Semaine européenne de la mobilité aura pour thème *Save energy*. Pour cela, des alternatives à la voiture particulière existent. Afin d'encourager le grand public à utiliser tous les modes de transport durables possibles, la

Semaine débutera par le *challenge Mobility Express*. Des équipes de jeunes de 10 à 14 ans participeront à un rallye à pied, à vélo, en bus et en train. Un trophée récompensera l'équipe gagnante.

### Le vélo toujours à l'honneur

« Si nous avons des manifestations originales, comme des randonnées familiales en skateboard, nous avons souhaité mettre en avant les projets tournant autour du vélo », précise Noémie Dufouil, chargée de mission Animation mobilités à Saint-Malo Agglomération. Il y aura ainsi une course de vélos-cargos, une découverte à vélo de fresques urbaines dans le cadre du festival d'arts visuels et sonores Le Vent en poulpe, ou encore des randonnées thématiques et des ateliers de sensibilisation à Saint-Jouan-des-Guéréts, Hirel, Cancale ou Saint-Malo. Le programme des festivités devrait être diffusé à la fin de l'été.

## Trophée des écoliers cyclistes : plus de 2 900 élèves en selle

Du 22 au 26 mai dernier, dans le cadre de l'événement national Mai à vélo, le trophée des écoliers cyclistes a mobilisé 22 écoles et plus de 2 900 élèves du territoire. Enfants, enseignants, parents, personnels éducatifs... ils étaient tous invités à enfourcher leur bicyclette pour venir le plus possible à l'école à vélo et atteindre le plus fort taux de participation. Au total, ils ont parcouru environ 15 942 km à vélo.

L'école du bord de mer à Saint-Benoît-des-Ondes, vainqueur du trophée des écoliers cyclistes





# Un projet de PLH au service des ambitions du territoire

**En cours d'élaboration depuis juin 2021, le troisième programme local de l'habitat de Saint-Malo Agglomération sera proposé au vote dans les prochaines instances communautaires.**

**Objectif :** mettre 5 000 logements sur le marché

Dès les premiers travaux d'élaboration de ce document stratégique, qui fixe pour six ans le nombre de logements à produire sur chaque commune de l'agglomération, les élus ont clairement affiché leur volonté d'un PLH ambitieux, indispensable pour réguler le marché immobilier et réaffirmer la vocation résidentielle du territoire. « Pour satisfaire les seuls besoins en résidences principales de la population actuelle et intégrer l'évolution démographique du territoire d'ici six ans, on estime que 4 063 nouveaux logements sont nécessaires », explique Sylvie Maris Latmer, directrice de l'habitat pour la collectivité. Le PLH à venir acte la mise sur le marché de 5 000 logements incluant des constructions neuves, la remobilisation de l'existant, la transformation de résidences touristiques en principales... La réserve et la maîtrise foncières du bâti devront aussi permettre d'atteindre un objectif de construction de 55 % de logements abordables (locatif conventionné, accession avec le bail réel solidaire ou aidée). En parallèle, Saint-Malo Agglomération va poursuivre sa politique de soutien à la rénovation thermique des logements, à la rénovation de l'habitat indigne ou très dégradé, à l'adaptation des logements aux besoins des seniors.



**Douze logements locatifs sociaux du bailleur La Rance viennent d'être livrés à Cancale : quatre logements individuels (PLAI) et huit en collectif (PLUS). Il s'agit de la seconde tranche de l'opération Les Douets Fleuris à Cancale, une opération agréée Aides à la pierre en 2018 et subventionnée à hauteur de 52 000 euros par Saint-Malo Agglomération et de 27 312 euros par l'État. L'inauguration a eu lieu le 5 juin dernier en présence de Pierre-Yves Mahieu, maire de Cancale, Suzanne Mainguy, son adjointe au logement, et Jean-Pierre Vauzanges, président de La Rance.**

existant via nos Opah, l'accompagnement des habitants dans leur parcours résidentiel sont des leviers à actionner. Il nous faut amener les acteurs du territoire concernés par la problématique du logement (qu'il soit d'urgence, destiné aux actifs, aux saisonniers, aux étudiants ou aux seniors) à coconstruire, et non à travailler chacun pour soi ou en opposition : ce conflit des usages est contre-productif. On doit également expliquer à la population les enjeux de la densification, de la verticalisation, pour les rendre acceptables. » Le tout en impactant le moins possible l'environnement. Transmis pour avis aux communes et au PETR (Pôle d'équilibre territorial et Rural) du pays de Saint-Malo après la délibération du 8 décembre 2022, le PLH a été présenté au Comité régional de l'habitat et de l'hébergement le 13 juin dernier.

## « Le conflit des usages est contre-productif »

« Nous devons être innovants, affirme Marie-France Ferret, vice-présidente en charge, notamment, de l'habitat. La construction modulable, l'optimisation du parc immobilier

## Accompagner la rénovation de 100 logements par an

Dans le cadre de ses dispositifs Opah (Opération programmée pour l'amélioration de l'habitat), Saint-Malo Agglomération accompagne les propriétaires occupants ou bailleurs éligibles dans leurs travaux de rénovation énergétique, de remise en état de logements indignes ou dégradés, d'adaptation à la perte d'autonomie. Confié à l'opérateur Soliha, cet accompagnement gratuit consiste en un diagnostic et une aide à la constitution du dossier de demande de subvention à l'Anah (Agence nationale de l'habitat). Si le dossier est accepté, Saint-Malo

Agglomération apporte une aide supplémentaire de 5 % HT du montant des travaux par logement, plafonnée à 1 000 euros pour les propriétaires occupants et à 4 000 euros (HT) pour les propriétaires bailleurs. En 2022, 80 dossiers ont bénéficié d'une aide financière, 90 sont encore en cours d'instruction. « Notre objectif est d'arriver à accompagner la rénovation de 100 logements par an avec un gain énergétique de 35 % », dit Marie-France Ferret.



### Par où sort la chaleur ?

En bleu, c'est bien isolé. En rouge orangé, ça chauffe... mais dehors ! La balade thermique organisée fin février à La Gouesnière, caméra infrarouge à l'appui, a permis de constater que les ponts thermiques, par où la chaleur s'échappe, peuvent se trouver un peu partout : aux points de jonction des façades et des planchers entre deux étages, en pignon, entre la toiture et le mur, au niveau des menuiseries et de leur pourtour, des balcons, des rebords de fenêtre, des prises, des volets roulants ou même des fixations d'une isolation extérieure.

### Témoignage

## Rénov' Habitat Bretagne, un autre appui local pour la rénovation énergétique des logements

**C'est en avril 2022 que Julie et Kévin achètent une maison « dans son jus » à La Fresnais, avec de sérieux travaux à prévoir. D'une superficie de 65 m², la maison est une véritable passoire énergétique. « Le logement était classé G, se souvient Julie. Les murs étaient rongés d'humidité. Il fallait tout reprendre à zéro. »**

### Concevoir un projet cohérent

Si le projet avançait bien dans sa réflexion, le couple avait toujours des questions sur les aides mobilisables. Ils ont donc appelé Rénov' Habitat Bretagne, un service de la Maison de l'habitat à Saint-Malo. Amaury Lebeurier, conseiller en rénovation énergétique, les guide alors dans le choix d'un prestataire pour réaliser un audit de leur maison. « C'est un préalable à la constitution d'un dossier MaPrimeRénov', précise-t-il, mais cet audit est pris en charge à hauteur de 500 à 800 euros, selon les ressources des propriétaires. » Des premiers devis avaient déjà été réalisés, mais l'audit a permis de confirmer la pertinence des solutions envisagées. Isolation des combles, des murs et de l'extension, remplacement des menuiseries, VMC simple flux et pompe à chaleur en aérothermie rendent aujourd'hui la maison de 95 m² confortable et économe. « C'est le résultat d'une réflexion globale, estime Julie. Il y avait des solutions plus performantes, mais non applicables dans mon cas précis. Rénov' Habitat Bretagne nous a donc aidés à faire des choix cohérents avec l'existant. »





# Le relogement au cœur de la rénovation urbaine

**Les opérations de déconstruction, reconstruction et réhabilitation de près de 350 logements et de leurs espaces publics environnants se poursuivent dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) de Saint-Malo. 90 % des opérations programmées sont engagées et neuf programmes ont déjà été livrés. Dernier en date : la résidence Pierre-de-Coubertin.**



Inauguration de la résidence Pierre-de-Coubertin, le 2 mai 2023

L'inauguration, le 2 mai dernier, de la résidence Pierre-de-Coubertin marque une étape importante du projet de réaménagement global du quartier Marville-Étrier-Alsace-Poitou. Elle permet en effet de reconstituer près de 20 % de l'offre de logements locatifs sociaux déconstruits et les locataires du bailleur social Émeraude habitation ont commencé à emménager à partir du 31 mai. Cet ensemble immobilier aux performances énergétiques élevées compte 50 logements, du studio au T4, destinés à accueillir des générations variées. Huit logements sont ainsi réservés et adaptés aux seniors : une offre essentielle puisque 26 % des demandeurs sur le pays de Saint-Malo et 37 % des locataires ont plus de 60 ans.



La résidence Pierre-de-Coubertin : deux bâtiments en R+5 et R+6 dessinés par l'agence d'architecture Clénat-Brosset-BNR. L'immeuble abrite également un parking souterrain et deux cellules commerciales en rez-de-chaussée.

## Prochaine étape : Alsace-Poitou

Autre étape importante du programme de renouvellement urbain, la phase de déconstruction et de réhabilitation lourde de 376 logements locatifs sociaux du secteur Alsace-Poitou en 2024. Le projet vise à désenclaver ce secteur stratégique, qui occupe une place centrale dans la ville, et de prolonger la dynamique urbaine créée sur le quartier de la gare. Les travaux prévoient la déconstruction de six cages d'escaliers (54 logements) pour créer des percées et traverser plus facilement ; la réhabilitation énergétique de 322 logements (Émeraude Habitation visant l'obtention du label Bâtiments basse consommation rénovation pour ce projet) ; la requalification des pieds d'immeuble grâce à de la végétalisation, de l'aménagement d'espaces partagés ou de placettes en cœur d'îlot.

## Un relogement sur mesure

Depuis 2018, Émeraude Habitation accompagne les personnes devant être relogées préalablement à la démolition de leur logement. Un accompagnateur d'Émeraude Habitation informe, rassure et suit les locataires avant, pendant et après le relogement. Des offres au sein du parc

d'Émeraude Habitation, mais aussi de La Rance et d'Aiguillon Construction leur sont proposées au plus près de leurs besoins (localisation, typologie) et de leur budget. Au total, le nombre de logements démolis ou en voie de l'être, dans le quartier de Marville-Étrier-Alsace-Poitou, s'évalue à 265 dont 58 étaient vacants au début du programme. « Sur les 207 foyers à reloger, 148 l'ont été dans le parc de logements locatifs publics, majoritairement celui d'Émeraude Habitation, précise Alice Lecaudey, cheffe de projet NPNRU pour Saint-Malo Agglomération. Si les locataires sont avant tout restés malouins, quelques-uns ont choisi de vivre à Dinard, Miniac-Morvan ou Combourg, d'autres se sont relogés dans le parc privé et à ce jour, il ne reste qu'une vingtaine de logements à libérer. On a des retours positifs. Les ménages occupent un logement répondant au plus près de leurs besoins, neuf ou de moins de cinq ans dans 35 % des cas ! ». Et si le loyer des logements, neufs ou mis en location depuis moins de cinq ans, est supérieur au loyer actuel, Saint-Malo Agglomération accorde une aide au bailleur social qui relogé les locataires pour en minorer une partie.

# Vers une professionnalisation de tous les acteurs de la politique de la ville

**Alors que le prochain contrat de ville entre Saint-Malo Agglomération, l'État, le Département et Émeraude habitation est en préparation, plusieurs changements ont déjà été opérés pour mettre en place des actions au plus près des besoins des publics du quartier, notamment dans le cadre de l'appel à projets annuel.**

Pour préparer le prochain contrat de ville qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024, Saint-Malo Agglomération a commandité, en 2022, un audit d'évaluation de l'actuel contrat de ville. « Il en ressort que si le territoire est riche de structures et de propositions de projets, la concertation et la collaboration font parfois défaut, tout comme la culture professionnelle des enjeux et méthodes de la politique de la ville, explique Julie Mathieu, responsable de la politique de la ville. Des actions sont reconduites chaque année sans que l'on s'assure suffisamment qu'elles correspondent réellement aux besoins des publics du quartier prioritaire. » Pour y remédier, plusieurs changements ont déjà été opérés, notamment dans le cadre de l'appel à projets qui priorise quatre enjeux : l'emploi, l'éducation, la formation, la santé et le « vivre ensemble ».

## 59 projets déposés par les associations au cours du premier semestre

Une première session a été arrêtée au 31 janvier, mais les associations qui ont besoin de plus de temps pour construire leur projet et travailler

ensemble peuvent continuer de répondre « au fil de l'eau ». Sept projets se sont ainsi ajoutés aux 52 déposés fin janvier. Trois associations (Horizons solidaires, Les Marteaux du jardin et Le Lien) se sont aussi regroupées en vue de créer une cantine solidaire. Du côté des financements, 51 projets d'un montant total de 305 660 euros (dont 102 893 euros à la charge de SMA) ont été retenus pour être soumis à l'approbation du conseil communautaire de juin. Autre mesure, des éducateurs sportifs, des médiateurs sociaux et des bénévoles associatifs ont bénéficié d'une formation à l'insertion par Breizh Insertion Sport pour mieux prendre en compte les publics prioritaires et davantage intégrer les habitants à la vie de leur quartier.

## Un programme estival pour tous les publics

Parmi les activités, on citera le retour du bassin d'apprentissage à la nage de Sport Mer Santé (sur prescription des travailleurs sociaux), des séances de plongée pour les jeunes ou le voyage à Paris de six enfants du secteur Alsace-Poitou, une belle aventure dont se réjouit Julie Mathieu : « Encadrés par La Source, qui agit



Des séances de plongée au programme de l'été

pour l'épanouissement des enfants en situation de fragilité à travers l'art et la culture, les jeunes ont réalisé des dessins qui seront exposés cet été au musée de la Poste à Paris ! Ils iront voir l'exposition, et en profiteront pour visiter la tour Eiffel, faire un tour en bateau-mouche, découvrir la capitale ».

**Programme disponible sur  
[www.stmalo-agglomeration.fr](http://www.stmalo-agglomeration.fr)**

## Des jeunes vont découvrir l'entrepreneuriat coopératif

Cet été encore, 15 jeunes de 16 à 18 ans, prioritairement issus du quartier de la politique de la ville, vont créer une coopérative jeunesse de services (CJS) éphémère. Ils pourront gagner un peu d'argent en proposant divers services (jardinage, distribution de flyers, nettoyage, mise en rayon...) aux particuliers, entreprises et collectivités du territoire. Ils découvriront surtout le monde de l'entrepreneuriat, la gestion coopérative, la prise de décision collective et l'autonomie, tout en étant encadrés par deux animateurs recrutés par la coopérative Le Cric, qui porte le projet. La CJS est soutenue par la ville de Saint-Malo, des entrepreneurs, l'association Le Goéland, la mission locale et Saint-Malo Agglomération (qui participe à hauteur de 10 000 euros).



Initiation gratuite au hip-hop à La Découverte pendant les vacances de Pâques (24-28 avril)



# Précarité étudiante, le défi à relever

**Tandis que le 2<sup>e</sup> schéma local de l'enseignement supérieur et de la recherche veut faire de la lutte contre la précarité alimentaire l'une de ses priorités, des étudiants du territoire s'engagent dans des actions d'entraide, de vivre et de faire ensemble. Saint-Malo Agglomération soutient et encourage leurs initiatives, déclinaisons concrètes de l'une des quatre ambitions du projet de territoire : Une Agglomération solidaire pour créer un territoire équilibré au bénéfice de tous.**

## Avec le covid et l'inflation, le nombre d'étudiants précaires a augmenté

On dit que les années étudiantes sont les plus belles de la vie. Pas pour tout le monde. Les années covid ont fait basculer beaucoup d'étudiants dans la précarité, et l'inflation en cours aggrave leur situation. « Nous en étions conscients, mais nous n'en mesurons sans doute pas l'ampleur », souligne Joël Hamel, vice-président en charge de l'enseignement supérieur. « Nos discussions avec le comité étudiant et les rencontres organisées avec nos partenaires dans le cadre de la construction du schéma local de l'enseignement supérieur ont mis à jour l'étendue du problème, extrêmement préoccupant. »

### Solidarité collective pour mieux manger

Face à cette situation, des jeunes se mobilisent pour aider les plus fragiles d'entre eux. Saint-Malo Agglomération est à leurs côtés. Quelques exemples ? Depuis 2021, l'épicerie étudiante *Corsaire solidaire* revend des produits alimentaires et d'hygiène à prix cassés. Entre septembre 2022 et mai 2023, ses 106 adhérents ont ainsi acheté 583 paniers d'une valeur de 35 euros et vendus deux euros. Saint-Malo Agglomération a apporté une subvention de 1 500 euros à *Corsaire solidaire* et l'accompagne, notamment, dans sa recherche d'un local plus adapté à son activité. Créée dans le cadre d'un projet d'étude, l'association cherche aussi à pérenniser son action en s'appuyant sur des bénévoles pouvant s'impliquer sur le long terme. Autre projet, celui des *Produits du tirroir* qui a bénéficié il y a quelques mois d'un soutien financier de Saint-Malo Agglomération de 750 euros. Imaginé par des élèves de l'Institut Supérieur de Design qui ont créé l'association

Cabanons, ce projet porte sur le bien-manger local et responsable des étudiants grâce à la livraison, à vélo, de paniers de fruits et légumes par La Petite Boucle, une association engagée dans l'économie circulaire et décarbonée. L'initiative, en cours de structuration, fait écho au plan alimentaire territorial de Saint-Malo Agglomération.

### Coups de pouce pour améliorer le quotidien

Le soutien de Saint-Malo Agglomération aux étudiants passe également par la reconduction et l'adaptation de dispositifs existants. Le chéquier *Activ'Étudiant*, un coup de pouce plébiscité par les 860 étudiants de première année bénéficiaires, va être renouvelé avec, comme nouveauté, une place gratuite pour les théâtres de Saint-Malo en plus des autres activités et des bons de réduction dans des enseignes locales. Louer l'un des 40 vélos *Comme sur des roussettes* sera aussi plus facile grâce à la diminution du montant du dépôt de garantie (non encaissé) qui passe de 500 à 150 euros. La location est proposée de septembre à juin pour 30 euros, et pendant les mois d'été pour 20 euros. SMA a aussi apporté un soutien de 1 500 euros à l'opération du planning familial de lutte contre la précarité menstruelle prévue à la rentrée. L'an dernier, des protections hygiéniques avaient été distribuées gratuitement à près de 300 étudiantes.

Initialement conçue comme un projet d'étude, l'association *Corsaire solidaire* cherche des bénévoles pour pérenniser son action.

### Le futur « resto U » prévu fin 2025

Ce restaurant, qui sera aussi un lieu d'apprentissage et d'échanges, proposera fin 2025 des repas complets et accessibles aux étudiants. « L'étude de programmation, nécessaire à la définition des besoins, est en cours de finalisation, annonce Joël Hamel. La recherche de subventions, la validation du lieu d'implantation, le recrutement d'un architecte par voie de concours sont les prochaines étapes de ce projet à plus de quatre millions d'euros. »



## 2<sup>e</sup> Schéma local de l'enseignement supérieur et de la recherche

« Les objectifs de la feuille de route du premier schéma local ont majoritairement été atteints. Certains seront poursuivis pendant la durée du deuxième schéma (2023-2027), comme le logement. Même si la construction d'une résidence de 99 logements a apporté une réponse à cette problématique majeure des étudiants, elle n'est pas suffisante et nous poursuivons le travail, avec nos partenaires, pour trouver d'autres solutions. Pour construire le deuxième schéma, nous avons rencontré, au cours du premier semestre 2023, les acteurs de l'enseignement supérieur et les entreprises du territoire. Trois ateliers en visio leur ont notamment été proposés,

en mai, afin d'adapter au mieux l'offre de formation post-bac aux besoins des employeurs, et de réfléchir sur la façon de développer la démarche RSE dans l'enseignement supérieur. Des propositions issues de cette concertation composeront la feuille de route du document stratégique soumis au vote du conseil d'Agglomération dans les mois à venir. La réalisation d'un restaurant universitaire/learning center ainsi que la lutte contre la précarité alimentaire et

la promotion de la santé et du bien-être des étudiants en constituent les objectifs majeurs. Avec en trame le développement durable, fil conducteur de toutes nos actions en lien avec le projet de territoire. »

« La réalisation d'un restaurant universitaire/learning center ainsi que la lutte contre la précarité alimentaire et la promotion de la santé et du bien-être des étudiants en constituent les objectifs majeurs. »

Joël Hamel  
vice-président en charge  
de l'enseignement supérieur



## Campus et événements : quoi de neuf à la rentrée ?

L'École nationale supérieure de la marine (ENSM), dont les travaux s'achèvent, ouvrira ses portes à la rentrée. D'une surface de 3553 m<sup>2</sup> au sol, le bâtiment composé de 10 salles de TP, 4 salles de simulateurs et 14 salles de classe est dimensionné pour accueillir 296 élèves.



Le campus continue de se développer, de se structurer et de générer une effervescence intellectuelle croissante ainsi que de nouvelles synergies avec, notamment, la livraison imminente du nouveau bâtiment de l'École nationale supérieure de la marine (ENSM). Entre 205 et 220 élèves y sont attendus pour l'année scolaire 2023 – 2024. Ils côtoieront les élèves du Lycée public maritime Florence-Arthaud (LPM), mais aussi les étudiants de l'IUT, dont les premières promotions de troisième année, à la suite de la transformation des diplômes universitaires de technologie (DUT), qui se préparaient en deux ans, en bachelor universitaire de technologie sur trois ans. Concernant les événements, la France Design Week, portée à

Saint-Malo depuis 2019 par l'Institut supérieur de design, se tiendra du 22 au 24 septembre au pôle culturel La Grande passerelle et dans les locaux de l'Institut D. Ce festival Design et économie circulaire bénéficie du soutien financier de Saint-Malo Agglomération. La traditionnelle journée de rentrée des étudiants, *Activ'Campus*, promet quant à elle de beaux rendez-vous sportifs et culturels parmi lesquels – et c'est une première – des visites liées au programme hors les murs du futur musée maritime. Autre temps fort, la première édition malouine de la Nuit de l'orientation, un événement de présentation des métiers organisé par la CCI d'Ille-et-Vilaine, qui devrait avoir lieu le 16 novembre au Quai St-Malo.

### Régate des IUT, un trophée pour les Malouins

Engagés dans la Régate des IUT 2023 organisée les 14, 15 et 16 avril entre Saint-Malo et Saint-Cast-le-Guildo, les six partenaires de l'équipage *Sail'Malo* ont remporté le trophée Terre de l'édition. Bravo à l'équipage malouin, qui bénéficiait d'un soutien financier de 500 euros par Saint-Malo Agglomération.





# Valeurs et couleurs olympiques

Saint-Malo Agglomération est labellisée Terre de Jeux. Une démarche qui se traduit par l'organisation ou l'accompagnement d'événements sportifs fédérateurs, afin d'engager tous les habitants du territoire à vivre l'aventure olympique et paralympique.

## Terre de Jeux, c'est aussi dans l'eau

À l'occasion de la Semaine olympique et paralympique 2023 sur le thème de l'inclusion, du 3 au 8 avril, AquaMalo a proposé une journée exceptionnelle, le vendredi, aux élèves des écoles de Saint-Malo Agglomération, qui ont testé plusieurs activités adaptées (surf, tir, cyclisme, natation...). Le soir, la Nuit des clubs, une compétition d'obstacles et de vitesse a réuni plus de 120 participants issus des différentes associations résidentes. Du côté des animations estivales, l'esprit des JO sera également présent avec des *open games* toutes les semaines. Un terrain de water-polo est même prévu et, pour se détendre, des séances d'aromathérapie.



## Open 35 : une 12<sup>e</sup> édition de très haut niveau



Sloane Stephens, vainqueur de l'Open 35 de Saint-Malo après sa finale contre Greet Minnen



Saint-Malo Agglomération et l'Association Jeanne d'Arc ont signé une convention pluriannuelle 2023-2024-2025 de partenariat pour l'organisation du tournoi Open 35 organisé chaque année au parc des sports de Marville, à Saint-Malo. Ce tournoi de tennis professionnel féminin, le seul en Bretagne, attire le fleuron mondial des joueuses comme l'a une fois de plus prouvé cette 12<sup>e</sup> édition, du 30 avril au

7 mai 2023. En plus d'être un événement sportif majeur, l'Open 35 porte aussi, pour la sixième année, le label Développement durable, le sport s'engage. Créé et piloté par le Comité national olympique et sportif français, ce label est reconnu comme étant un gage de confiance, de qualité et de sérieux des événements sportifs organisés de manière écoresponsable.

## Une *color run* gaie et colorée

L'esprit des *color run*, inspirées de la fête hindoue du Holi pour célébrer le printemps, était bien présent, le 6 avril dernier, au parc de la Briantais où près de 170 étudiants du territoire ont participé à la deuxième édition de cet événement qui a aussi mobilisé des agents de l'Agglo et des bénévoles. Durant cette course à pied de 5 km, les coureurs ont été copieusement aspergés de poudre colorée (un mélange de fécule de maïs et de colorants alimentaires) aux couleurs des JOP. L'opération, qui s'inscrit dans le cadre du label Terre de Jeux était organisée par Saint-Malo Agglomération en partenariat avec le comité étudiant et le Crous Rennes Bretagne.



# L'importance de l'éveil artistique

Tous les ans, l'équipe du réseau Malo Agglo Petite Enfance (le Mape) participe à la semaine de la petite enfance. Cet événement hautement populaire, qui relie petits et grands autour de projets artistiques, est aussi l'occasion de trouver toujours plus d'idées faciles à mettre en place par les assistantes maternelles.

Cette année, en mars, la semaine de la petite enfance avait pour thème "POP - explorer l'extraordinaire dans le quotidien". Musique pop, pop-art... Pop tout court. Un mot drôle, facile à prononcer et qui résonne comme une toile d'Andy Warhol, car tout le monde le sait, et surtout les enfants, les mots ont des couleurs. « L'accès à l'art de manière générale favorise l'égalité des chances, mais pour les tout-petits, il doit être vécu comme une expérience sensorielle », explique Armelle Bailleul, responsable

du Mape. Et les enfants adorent ! Peinture avec les mains, avec les pieds, avec des roues, avec des filtres à café, sur assiettes, au sol, à la verticale, à l'horizontale... ils ont tout (ou presque) expérimenté pendant les ateliers du Mape. Pour preuve, l'imposante sculpture multicolore faite d'objets de récupération en tous genres ramenés par les assistantes maternelles : une vraie merveille d'art brut !

### Faire de l'extraordinaire avec de l'ordinaire

Pour Évelyne, animatrice au Mape : « C'est le faire ensemble et l'expérience qui comptent, ainsi que l'émotion ». L'expérience sensorielle ne se limite pas non plus aux arts plastiques. Tous les sens doivent être sollicités et quelques astuces permettent de faire de l'extraordinaire à peu de frais, et que les assistantes maternelles peuvent facilement reproduire. Par exemple, un bout de tube flexible que l'on fait tourner



Évelyne, animatrice du Mape

évoque aussitôt une forte bise. Un livre est certes l'occasion de lire une histoire, mais on peut y ajouter des gestes, des marionnettes, des jeux d'ombre, des comptines, de la musique, des instruments... la simple lecture prend alors une tout autre dimension. Le Mape accueille aussi des artistes. Chaque année, en amont de la Petite vague, le festival familial de La Nouvelle vague, des artistes viennent présenter leur spectacle en construction. Ils peuvent ainsi tester les réactions de leur jeune public, lequel a droit à des spectacles gratuits. S'y ajoutent la fête de l'été, fin juin, ou encore des interventions de professionnels (avec conférences et ateliers pratiques) qui entrent aussi dans le cadre de la professionnalisation des assistantes maternelles en matière d'expérience artistique pour les tout-petits. C'est aussi une manière de valoriser le travail des assistantes maternelles, qui peuvent ensuite donner des idées aux parents.



Sculpture réalisée par les enfants avec toutes sortes d'objets de récupération ramenés par les assistantes maternelles, peints et assemblés.



# Convention territoriale globale : les politiques familiales au centre des réflexions

**Conclue pour une durée de 5 ans, la convention territoriale globale est une démarche collaborative entre la Caf, Saint-Malo Agglomération, ses 18 communes et deux syndicats intercommunaux d'animation Jeunesse du territoire. Complémentaire du projet de territoire, elle vise à aider et accompagner les communes dans tous les aspects sociaux (développement de l'enfant, autonomie, insertion, logement, etc.).**

« Nous sommes vraiment en train de poser les bases d'un réseau de partage et de mutualisation de savoir-faire, explique Emmanuelle Audo, directrice du pôle Cohésion et accompagnement des populations à Saint-Malo Agglomération. Chaque commune et service a ses compétences sur les actions d'aide à la famille. Mais en réfléchissant à l'échelle d'un territoire, nous bâtissons un projet global qui permettra de lancer des actions collectives. » Après que les élus ont défini sept thématiques sociales et familiales (accès aux droits, petite enfance et parentalité, enfance, jeunesse, personnes âgées, publics vulnérables, animation de la vie sociale et associative), des groupes de travail se sont ainsi constitués pour réfléchir aux actions prioritaires. À la clé : des aides pour les communes, notamment financières, de la CAF.

## Jeunesse, enfance et petite enfance

Depuis avril, trois groupes de travail composés d'élus et de professionnels, chacun concentré sur une thématique, se sont réunis pour travailler sur les actions. Un groupe Jeunesse a proposé la mise en place d'un espace numérique de travail collaboratif, pour partager des informations entre les animateurs et constituer une base de connaissances destinée aux élus en charge de la jeunesse. Les participants du groupe de travail Enfance ont confirmé le besoin de formations portant sur l'accueil d'enfants en situation de handicap et sur le BAFA de territoire. Des agents et responsables d'établissements publics d'accueil de jeunes enfants ont quant à eux participé au groupe Petite enfance. Parmi les échanges, la présentation de deux projets de crèches en prestation de service unique,

avec une réflexion supracommunale, n'a pas manqué de soulever l'intérêt. Le premier, sur la commune de Saint-Jouan-des-Guérets, est déjà bien avancé. Le second, à Cancale, est en début de réflexion pour donner une nouvelle orientation à la crèche communale. Le groupe a exprimé le souhait de pouvoir se réunir trois fois par an, pour échanger autour de thématiques communes. Globalement, la participation montre que le projet de convention territoriale globale est fédérateur. L'objectif est que les idées qui en sortiront servent réellement à renforcer et à étoffer les offres de services aux familles.

## Maison France Services : plus de 600 habitants y sont allés au 1<sup>er</sup> trimestre

Au cours du premier trimestre de l'année, plus de 600 habitants ont sollicité les agents de Maison France Services à Cancale ou dans l'une des permanences tenues à Saint-Méloir-des-Onides, Plerguer ou Saint-Coulomb. Le nombre d'accompagnements aux démarches est quant à lui de 1 069, soit une moyenne de 16 par jour (une même personne pouvant solliciter les agents pour plusieurs démarches au cours d'un même rendez-vous). Les principales démarches ont concerné les demandes de retraite et de cartes grises, les pré-demandes de titre d'identité, les nouvelles déclarations des biens immobiliers. Depuis avril, s'y sont ajoutées les traditionnelles déclarations de revenus et la recherche d'employés à domicile pour la période estivale.



# L'info de proximité, une mission de service public

**En février dernier, le conseil communautaire a approuvé à l'unanimité le renouvellement de la convention avec Rennes Cité Média, société d'économie mixte qui exploite la chaîne de télévision locale TVR. À la clé, une meilleure visibilité des richesses et de la diversité du territoire, mais aussi de la vie publique locale selon une approche pluraliste.**

La chaîne, qui couvre depuis neuf ans la vie du territoire sous ses différents aspects, donne à voir ce qui se passe dans les territoires à 340 000 téléspectateurs, mais aussi aux 110 000 personnes qui suivent régulièrement ses programmes sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Tik-Tok). L'enjeu est de toucher tous les publics, dans tous les domaines de la vie locale (social, économie, culture, sport, politique, vie scolaire et universitaire, faits de société, communes, intercommunalité...). Dans le cadre de la nouvelle convention trisannuelle signée avec Saint-Malo Agglomération et des missions de service public qui lui sont confiées, TVR va aller encore plus sur le terrain, en faisant des émissions ou des entretiens directement dans les communes du territoire. Cela permettra d'en donner une visibilité différente, de mettre en avant une installation, une équipe, une association... Chaque commune est libre de proposer des sujets.

## Interview

**Aurélié Rousseau**

Directrice générale de TVR



**Comment définiriez-vous votre mission de service public ?**

TVR est un créateur de contenus d'intérêt local qui œuvre au quotidien pour la cohésion dans les territoires, pour la valorisation des initiatives locales, de tous ceux qui créent des dynamismes, pour donner de la visibilité à ceux que l'on ne voit jamais sur les grandes chaînes nationales. On est sur une approche de donner à voir ce qui se passe dans les territoires pour que les gens comprennent mieux ce qui se passe autour de chez eux dans tous les domaines, et on sait aujourd'hui à quel point c'est important.

**Vous ne vous positionnez donc pas comme une chaîne classique ?**

TVR se positionne clairement à l'opposé des chaînes 100% info. On est vraiment sur une approche de proximité, dans le sens où notre slogan c'est de dire : « Nous partageons le même quotidien ». Cela implique d'être sur ce territoire tout au long de l'année, 365 jours par an et d'aller à la rencontre des gens qui le font vivre et qui font en sorte qu'on soit sur un territoire agréable à vivre.

**Comment renforcer votre présence dans les communes ?**

Le vendredi, notre journal TVR soir se déplace de plus en plus dans les communes de Saint-Malo

Agglomération. On continue aussi de le faire dans notre studio au Palais du grand large, mais notre but, c'est d'aller un peu partout dans les communes, pour les valoriser, pour les montrer, et de toutes les faire, cette année et dans les années à venir. C'est vraiment un rendez-vous et c'est super pour nous, parce qu'on aime profondément ça, aller sur le terrain.

## Site web et réseaux sociaux de l'Agglo : l'actu au quotidien

**Le site web et les réseaux sociaux de Saint-Malo Agglomération sont des médias de plus en plus consultés. Actualités courtes et quasi instantanées sur les réseaux, actualités plus approfondies sur le site, ces médias en ligne sont aussi de plus en plus complémentaires. Trois fois plus d'internautes, en un an, sont ainsi venus directement sur le site de l'Agglo depuis ses posts sur les réseaux.**

**www.stmalo-agglomeration.fr**

**+80 %** d'utilisateurs du nouveau site web par rapport à l'ancien (refondu en janvier 2023)

**+ 86 %** de pages vues

Un taux de rebond en baisse de 20 points (de 66 % à 46 %). Le taux de rebond correspond au pourcentage de visiteurs qui consultent une seule page. Le nouveau site est ainsi plus performant.

## Réseaux sociaux

**7 389** abonnés Facebook (soit 10 % de plus qu'en 2022 et 71 % de plus qu'en 2020)

**5 426** abonnés Twitter (2 % de plus qu'en 2022 ; 8 % de plus qu'en 2020)

**4 418** abonnés LinkedIn (19 % de plus qu'en 2022 ; 237 % de plus qu'en 2020)

**2 019** abonnés Instagram (27 % de plus qu'en 2022 ; 134 % de plus qu'en 2020)



Lors de l'Open 35



TVR Soir au Tronchet, le 2 mai, avec Pascal Briand (maire du Tronchet)



## NOS COMMUNES ONT DU TALENT

Artistiques, sportifs, scientifiques, héroïques, historiques, talents du cœur, d'hier et d'aujourd'hui, parfois méconnus... Ils témoignent de l'extraordinaire diversité de notre territoire. SMA Magazine vous propose d'en découvrir quelques-uns, un talent par commune au gré de l'actualité ou de nos découvertes, pour un panorama éclectique, insolite et unique du territoire.



### Cancale

#### 100 œuvres de Patrick Martin

Ancien professeur d'éducation artistique et artiste peintre, Patrick Martin s'est installé depuis une dizaine d'années à Cancale, sa ville de cœur, où il passait ses vacances d'enfance. En mars dernier, il a exposé 100 de ses œuvres à la salle Cancaven. Cette balade picturale au cœur du territoire et de son patrimoine a donné lieu à des échanges sur la peinture et la culture entre l'artiste et les habitants et élèves de la ville.



### Châteauneuf-d'Ille-et-Vilaine

#### Franck Lemarié et la compagnie Farce bleue

Cette compagnie de théâtre de 118 adhérents, dont une dizaine de professionnels, présente des spectacles à la frontière de l'écriture et de la « non-écriture ». Son directeur artistique, Franck Lemarié, se distingue, dans sa mise en scène, par son travail sur le mouvement. La compagnie a présenté *Les Malheurs de Sophie* aux scolaires du territoire, ainsi que la pièce *Huit femmes*, créée à Châteauneuf d'Ille-et-Vilaine et qui a conquis le public.



### Hirel

#### Une boîte à livres customisée par Jeannine Hamon

À l'initiative de l'association Les lettres de mon moulin, une boîte à livres a été installée sur la commune. À travers ce projet qui incite la population à réfléchir sur le livre, le travail de l'artiste Jeannine Hamon a été mis en avant. Elle a choisi d'utiliser la technique du trompe-l'œil pour mettre en valeur le meuble. Trois autres boîtes à livres devraient être installées prochainement.



### La Fresnais

#### Le verger des enfants

Le 25 mars, les membres du conseil municipal des enfants et leur maire, Éric Poussin, ont planté le premier pommier du verger des enfants, rue de la Cour Gougeon. Chaque année, un arbre fruitier sera planté afin de célébrer la naissance des bébés de La Fresnais. Créé à l'initiative du CCAS et du conseil municipal des enfants, cet espace public à vocation paysagère et éducative est en accès libre.



### La Gouesnière

#### Hommage au caporal Joseph Pécro

Chaque mois d'avril, la commune célèbre la mémoire du caporal-chef Joseph Pécro sur la place qui porte son nom. Des lectures d'écoliers de la ville font partager son histoire. Né le 27 avril 1918 dans le Pas-de-Calais, confié à l'âge de 11 mois à la famille Legrand de La Gouesnière, écolier de la commune, il est mort au combat le 10 avril 1945 et a été élevé à la dignité de Compagnon de la Libération par le général de Gaulle le 17 novembre 1945.



### La Ville-ès-Nonais

#### L'art à portée de tous

Vingt-huit artistes (professionnels, amateurs confirmés ou non) ont participé, les 20 et 21 mai, à la 12<sup>e</sup> édition de l'exposition organisée par l'association Art attitude. Plus de 600 œuvres étaient exposées avec le souci de promouvoir toutes les techniques : aquarelle, huile, pastel, acrylique, mais aussi sculptures, maquettes et autres supports. L'association souhaite avant tout mettre l'art à la portée de tous.



### Le Tronchet

#### Malia Bengono, championne de Bretagne espoirs

En mai dernier, Malia, 14 ans, judoka du Dojo de la forêt du Mesnil, a décroché le titre de championne de Bretagne espoirs et s'est qualifiée pour le Championnat de France espoirs. Pour cette passionnée, qui pratique le judo depuis 10 ans, la saison se termine sur cette belle expérience. Ses objectifs, pour la prochaine saison, sont d'obtenir sa ceinture noire et de continuer à faire des résultats tout en se faisant plaisir.



### Lillemer

#### Benoît Laffiché et la pêche traditionnelle à travers le monde

Du Sénégal à la Colombie en passant par la Bretagne, l'artiste, qui vit et travaille à Lillemer, porte (avec Rodolphe Huguet) le projet collectif Superfish, une plateforme collaborative de rencontres entre pêcheurs, collectifs d'artistes et spécialistes de la pêche traditionnelle afin de produire expositions, éditions et performances. En photo : *Rana Dalmatina, construction d'une pirogue monoxyde à Lillemer, peuplier, voiles, pagaies, et moteur, 6,98 m*. Projet Superfish, La Rance, juillet 2022.



### Miniac-Morvan

#### OneHope et la grainothèque

Grâce à une fresque originale en totale harmonie avec la nature, l'artiste OneHope a décoré le local de la grainothèque/livrothèque, en vue de le rendre plus accueillant et vivant. L'objectif premier est de sensibiliser les habitants à l'importance de la biodiversité et de la préservation de nos graines. Le projet final est devenu un lieu de troc de divers plans, semis, graines florales ou légumineuses, et aussi de livres.



### Plerguer

#### Une médaille d'or pour la cidrerie familiale Sorre

Installée à Plerguer depuis 1952, la cidrerie artisanale Sorre transmet son savoir-faire depuis trois générations. Le frère et la sœur, qui ont repris les rênes de l'entreprise familiale, s'occupent du pressage des pommes jusqu'à l'embouteillage. Ils ont ouvert une boutique attenante à la cidrerie pour développer la vente aux particuliers. Leur cidre bio brut a été médaillé d'or au dernier salon de l'agriculture.



### Saint-Benoît-des-Ondes

#### Tom Reux, disque d'or

Déjà sacré meilleur performeur français de tous les temps en cadets, le discobole bénédictin, désormais âgé de 23 ans, cumule les victoires. Sacré champion de France dans les catégories cadet, junior, puis espoir, plusieurs fois finaliste en coupe d'Europe, champion de France Elite (toutes catégories), il a pour objectif les Championnats du monde à Budapest en août et d'aller en finale des JO Paris 2024.



### Saint-Coulomb

#### Maëlyne Krol, championne de sprint

Maëlyne, 15 ans, pratique l'athlétisme depuis 2017. Sprinteuse sur 100 m, 200 m et en relais, elle s'entraîne quatre fois par semaine. Maëlyne a choisi le sprint car c'est l'épreuve reine et c'est également là qu'il y a le plus d'adversité. Son objectif est d'aller le plus loin possible dans la performance. Elle a été titrée de nombreuses fois au niveau départemental, régional et également aux championnats de France.



### Saint-Jouan-des-Guérets

#### Alexis Cosnefroy, médaillé d'or aux jeux mondiaux des transplantés

Éducateur sportif, greffé d'un rein depuis 2014, Alexis a participé en avril dernier aux jeux mondiaux des transplantés à Perth en Australie. Il a remporté une médaille d'or en golf et une de bronze en javelot. Une expérience extraordinaire, riche en émotions et en rencontres, permettant avant tout, de parler et sensibiliser aux dons d'organes et de tissus. Prochain rendez-vous dans deux ans en Allemagne.



### Saint-Guinoux

#### La Fontaine à la Route des arts

Pendant tout l'été, la 2<sup>e</sup> édition du festival La Route des arts proposera, dans le parc de la ville, une randonnée artistique et musicale sur le thème des fables de la fontaine. Les élèves de l'école des Cèdres présenteront le fruit du travail accompli sur les conseils de professionnels et d'enseignants. En 2022, ils avaient réalisé la chambre grandeur nature de Van Gogh.



### Saint-Malo

#### Quic en Groigne

L'ensemble Quic en Groigne a décroché la 3<sup>e</sup> place lors de l'émission de France 3 *Quelle sera la meilleure danse folklorique de France ?* Ses couturières et brodeuses ont reçu le 1<sup>er</sup> prix Costumes du championnat de danse bretonne en mai dernier. Ouvert à tous, l'ensemble accueille et forme les sonneurs, musiciens et danseurs bretons, pour une culture traditionnelle bien vivante, à la fois enracinée et ouverte sur le monde.



### Saint-Méloir-des-ondes

#### La mémoire de l'horizon d'Olivier Masmonteil

Plusieurs semaines durant, Olivier Masmonteil, célèbre pour ses paysages, a peint une série de points de vue sélectionnés avec le galeriste Antoine Dupin le long de la côte, entre Saint-Malo et Cancale. Les toiles, exécutées en plein air, au contact direct des éléments, seront exposées du 14 juillet au 2 septembre à la galerie Antoine Dupin, au Buot. Spécialiste de l'art contemporain, Antoine Dupin ambitionne de devenir un acteur de référence en Bretagne dans ce domaine.



### Saint-Père-Marc-en-Poulet

#### Le Saint-Père Rugby Club, un village, un club, un esprit

Fort de ses 220 adhérents pour une commune de 2500 habitants, le Saint-Père Rugby Club est très ancré sur son territoire. Pour le plus grand plaisir de ses adhérents et habitants de la commune, il a été retenu comme camp de base de la délégation australienne du Championnat du monde militaire de rugby, qui aura lieu du 16 août au 10 septembre en Bretagne et dont l'un des matches se tiendra à Saint-Malo.



### Saint-Suliac

#### Philippe Papin au Championnat d'Europe d'optimist

Le jeune champion, 12 ans, a découvert l'optimist à l'âge de six ans. D'abord inscrit à Saint-Malo, il est depuis deux ans au centre nautique de Rance de Saint-Suliac. Classé 10<sup>e</sup> à la Coupe internationale de printemps au Havre en avril dernier, il sera le plus jeune de la sélection de l'équipe de France à disputer le Championnat d'Europe en Grèce en juillet. Son objectif ? Une place sur le podium !



Étonnants  
créateurs

FAITES GRANDIR  
VOS IDÉES  
À SAINT-MALO

CONCOURS

90 000€

POUR VISER PLUS HAUT

jusqu'au 02 novembre 2023

Étonnants  
créateurs

Saint-Malo  
Agglomération

CCI ILLE-ET-VILAINE



etonnants-createurs.fr

